



2€

ISSN 0026-9433

« Il n'est rien qui ne s'arrange par la pratique du non-agir. »  
Lao Tseu

N° 1538

du 18 au 24 décembre 2008

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

# Les Grecs donnent le ton



M 02137 - 1538 - F: 2,00 €



# Sommaire

**L'école** à la sauce Élysée, par Fred *page 4*

La **loi Boutin** dépecée par S. Chemin, *page 5*

**Les brèves**, dernières de l'année, *page 6*

**Grèce** à la une, par P. Sommermeyer, *page 7*

Fantôme **terroristes-partout**, par A. Sulfide, *page 9*

**Gouvernance** et lutte des classes, par J.-P. Tertrais, *page 11*

**Légion d'honneur** et reconnaissance d'État, par L. Gallopavo, *page 13*

Wandervögel, du **paganisme** au **fascisme**, par P. Pelletier, *page 15*

Histoire **d'immigré**, par P. Sommermeyer, *page 18*

**Malatesta** et la Bibliothèque anarchiste, par M. Paraire, *page 19*

**Bain de jouvence**, par M.-D. Massoni, *page 20*

**Le mouvement**, l'Espace noir à Saint-Imier, *page 21*

**Radio libertaire**, *page 22*

**L'agenda**, *page 23*



## Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 n<sup>os</sup>

6 mois, 25 n<sup>os</sup>

1 an, 45 n<sup>os</sup>

## France

et DOM-TOM

20 €

38 €

61 €

## Étranger

27 €

46 €

77 €

## BULLETIN D'ABONNEMENT

### Abonnement de soutien

1 an, 45 n<sup>os</sup>  76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC: CCOPFRPPXXX)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C. 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44 145 – 1<sup>er</sup> trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.



On continue. Remaniement ministériel en forme de chaises musicales, dans l'indifférence générale. Déferlante de fermetures d'entreprises, de plans sociaux, de chômages techniques. La crise tombe à pic pour les patrons miltonniens – ils ont bien appris à l'école néo-sauvage-libérale de Chicago: salaires en moins égale dividendes comiques pour les gras actionnaires. 100 000? 400 000? pauvres dorment dans la neige, le DALO est à l'eau et la Boutin avale son boulier. La chasse aux « terroristes » bat son plein, toujours plus technique, toujours plus performante, toujours plus paranoïaque! La longue mise en scène tarnacienne de MAM, inspirée ou non des services de renseignement de « puissances amies » et qui a employé des centaines de flics pendant plus d'un an, pour traquer les ultras-épiciers-anarchistes-de-gauche, est un risible bide. Maigre consolation, ça propulse les ventes de votre journal favori. En Sainte Europe Unie, on conchie – le petit doigt en l'air – les restes de démocratie et les référendum mal votés. On renfloue à titre quasiment gracieux des banques qui se font du beurre en refourguant l'oseille aux particuliers à des taux bien confort. Notre sauveur autoproclamé, le prince du titata, va p'têt'ben être sacré « Européen de l'année ». Défense de glousser! Ça continue, mais ça se fissure aussi. Le capitalisme considéré comme fin de l'Histoire, ce gros pâté de prise de tête, vacille dans sa gélatine. Il y a comme un parfum d'espoir dans l'air. En notre beau pays des droits-de-l'Homme-et-du-Rentier, les parents, les enseignants, les lycéens, ripostent au sabrage de l'école, et c'est parti pour durer, même si le ministre et sa com' en étouffent les échos. Les dockers de Marseille bloquent depuis des jours des centaines de tankers au large du port empêchant toute livraison de pétrole, dans le parfait silence de la presse sauf l'Huma, des radios, des télé. Mais il y a mieux, car le soleil se lève en Grèce. Le peuple, les jeunes, les étudiants, les pauvres se groupent un peu partout et font connaître bruyamment leur juste colère face aux privatisations, aux pots de vin, au laminage des retraites. Un Fabrice Druelle, vice-collaborateur en chef à France-inter (Radio-Paris quoi!), évoquant sournoisement les émeutes de Clichy de 2005, n'y voyait en début de semaine qu'une échauffourée de jeunes hellènes des banlieues mal élevés. Mais il s'agit bel et bien de l'éveil du bon sens populaire, d'une révolte trop longtemps retenue face à la cynique insolence des riches et des puissants de tous bords. En Grèce comme ici et dans le monde, on discerne la lumineuse clameur des luttes dans la rue et dans les entreprises, organisées d'instinct par les gueux qui se moquent des urnes, des centrales et des partis.

## C'est décembre

### Cadeaux pour les patrons et poste pour un faf



**Jean-Pierre Levaray**

**POUR LES PATRONS**, c'est Noël tous les jours. Le 4 décembre Sarkozy annonçait à grand renfort de superlatifs laudateurs un nouveau plan de relance. « D'ampleur sans précédents », « très ambitieux », « imaginaire », et j'en passe. 11 milliards d'euros de remboursements anticipés et une augmentation des exonérations de charges qui s'ajoutent aux 30 milliards d'exonérations déjà en vigueur, ainsi que 10,5 milliards d'investissements publics en leur faveur. Et le reste...

L'État a donc retrouvé 26 milliards (sur deux ans) pour aider les patrons, qui ne peuvent que lui dire merci. Ce que se sont empressés de faire les représentants du Medef et de la CGPME, qui se sont « réjouis » (sic). Quand les patrons se réjouissent, c'est que nous prenons encore davantage de coups sur la tête.

Sarkozy peut annoncer une prime de 200 euros (une prime!) pour ceux et celles qui touchent le RSA, c'est juste une aumône

(soit 760 millions d'euros, 3 % du total du plan). Il n'est aucunement question de relever les minima sociaux qui ont pourtant perdu ces dernières années énormément de pouvoir d'achat. Il n'y a rien pour les dernières victimes de la crise, rien pour les salariés de l'automobile, les équipementiers, ceux d'Arcelor-Mittal, de la vente par correspondance...

Donc un plan de relance qui ne nous apportera rien. Mais qu'a-t-on à attendre d'un État? Rien, et encore moins de celui-là. On sait très bien que si on veut sortir la tête de l'eau c'est sur nos seules forces qu'il faut compter et qu'il faut se mobiliser et vite.

Reste que ce plan de « relance » permet de mettre en poste un type auquel on mettrait des baffes (pour le moins) par plaisir: Devedjian.

Patrick Devedjian se retrouve donc à la tête d'un ministère au titre ronflant (« la Relance économique »), un ministère gad-

get comme le secrétariat des Droits de l'homme. Ça prêterait à rire, on pourrait se croire dans une république bananière. Le problème c'est que ce personnage aux dents longues n'est pas n'importe qui et qu'en plus d'être particulièrement antipathique a passé sa jeunesse chez les fafs d'Occident (groupuscule fasciste, raciste, nationaliste et anticommuniste de la fin des années 1960). Vous me direz c'était il y a quarante ans et il y a prescription, mais en écoutant ce triste sire on a des doutes sur son adhésion à une idéologie plus démocratique. D'autant qu'après avoir fait partie d'Occident<sup>1</sup>, il comptait parmi les proches de Pasqua. Ce qui n'arrange rien.

C'est donc le deuxième ministre venant de ce groupuscule fasciste qui arrive au gouvernement, l'autre étant Hervé Novelli (secrétaire d'Etat chargé du Commerce, de l'Artisanat et des PME). Sachant que d'autres anciens ministres fafs ne sont pas très loin: Alain Madelin, en tant que président du Fond mondial de solidarité numérique (on ne rit pas) et Gérard Longuet, ancien conseiller de Juppé puis de Sarkozy et toujours conseiller régional de Lorraine et sénateur.

Bref, que du beau monde.

Au moins les choses sont claires et nous laissent présager quelques bons moments. A nous d'aller chercher les forces pour les affronter vraiment.

J.-P. L.

1. Pour mémoire, le 12 janvier 1967, une petite équipe d'Occident attaqua les comités Viêt-Nam sur le campus de l'université de Rouen, la « rixe » politique entraîna l'interpellation rapide d'une vingtaine de membres du groupuscule, dont Gérard Longuet, Alain Madelin et Patrick Devedjian. Cette affaire alimenta la tendance paranoïaque des militants d'Occident, prêts à se soupçonner mutuellement de trahison. Patrick Devedjian figurait en tête de liste des « balances » possibles.



# Mode Vichy

## Surveillez-vous les uns les autres

Le ministère de l'Éducation nationale, tout comme l'ensemble des ministères du gouvernement, renoue avec ses démons racistes, nationalistes, sécuritaires, de type fasciste. La réunion des ministres européens de l'Immigration en est l'un des éléments symptomatiques. Mais il y en a d'autres. Le ministère de l'Éducation nationale vient de lancer un appel d'offre – c'est-à-dire de créer une ligne budgétaire nouvelle, alors que le message est de faire des économies en supprimant des postes d'enseignants – pour créer de nouveaux emplois de « veille de l'opinion ». De quoi s'agit-il?

- Identifier les thèmes stratégiques
- Identifier et analyser les sources stratégiques ou structurant l'opinion
- Repérer les leaders d'opinion, les lanceurs d'alerte et analyser leur potentiel d'influence et leur capacité à se constituer en réseau
- Décrypter les sources des débats et leurs modes de propagation
- Repérer les informations signifiantes (en particulier les signaux fiables)
- Suivre les informations signifiantes dans le temps
- Relever des indicateurs quantitatifs (volume des contributions, nombre de commentaires, audience, etc.),
- Rapprocher ces informations et les interpréter,
- Anticiper et évaluer les risques de contagion et de crise,
- Alerter et préconiser en conséquence.

Et comment faire? Aller voir sur Internet et veiller. La veille sur Internet portera sur les sites de syndicats, de partis politiques, les portails thématiques ou régionaux, les sites militants d'associations, de mouvements revendicatifs ou alternatifs, de leaders d'opinion. La veille portera également sur les moteurs généralistes, les forums grand public et spécialisés, les blogs, les pages personnelles, les réseaux sociaux, ainsi que sur les appels et pétitions en ligne, et sur les autres formats de diffusion vidéos, etc..

Cette mise sous surveillance des enseignants vient accompagner les politiques de contrôle des enfants, à travers le dispositif Base élèves, qui vise à l'immatriculation de tous les élèves à partir de 3 ans. Des documents montrent que l'objectif premier du ministère est la mise en place de la Base nationale des identifiants élèves, véritable répertoire de la jeunesse dont les données pourront être conservées... trente-cinq ans!

Des collectifs se battent pour: la destruction immédiate des données enregistrées de façon irrégulière depuis quatre ans; la levée des menaces et des sanctions à l'encontre des directeurs des écoles « réfractaires »; et la suppression définitive du dispositif Base élèves.

Le Collectif national appelle les parents à utiliser tous les recours pour empêcher l'inscription forcée de leur enfant dans le fichier. Il appelle les directeurs d'école à se rassembler pour une déclaration publique et solennelle d'objection de conscience. Il appelle l'opinion publique à ne pas accompagner ce pas décisif de l'histoire du fichier qu'est l'immatriculation dès la petite enfance.

L'État policier déploie tous ces artifices pour contrer et contrôler les mouvements de révolte que sa politique antisociale ne manque pas de susciter.

La fédération Sud-éducation, entre autres, condamne ces mesures inadmissibles de contrôle social et politique et les officines qui répondraient à cet appel d'offre. Elle appelle tous les militants et sympathisants à exprimer leur refus de ce projet inique.

Pour notre part, nous savons qu'il est temps de serrer les rangs de tous ceux et toutes celles qui refusent la politique gouvernementale, en créant des réseaux fédératifs: contre la criminalisation du mouvement social, pour une éducation émancipatrice, pour une révolution sociale.

Fred

Groupe Proudhon de la Fédération anarchiste (Besançon)

# Boutin casse des briques sur le logement

QUAND BIEN MÊME la loi Boutin de « mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion » serait-elle toilettée à l'Assemblée, elle restera fidèle aux caractéristiques de la classe dominante vu qu'elle place au cœur de son dispositif le mot « marché ».

A cet égard la mesure qu'avait fait inclure N. S. dans le programme de l'UMP pour la présidentielle est parfaitement édifiante si l'on songe que le bougre préconisait la mise en place de crédits hypothécaires à l'américaine pour favoriser l'accès des ménages à la propriété. Certes depuis le fracassant épisode de la crise des *subprimes* l'animal fait un peu moins le faraud au sujet de sa volonté d'une « France des propriétaires », il n'en demeure pas moins que sur une longue durée l'idéologie libérale a été déclinée dans la réalité de différentes manières, voici quelques données et faits qui permettent d'affirmer que le logement social est depuis bien des années déjà le cadet des soucis du gouvernement :

- 12 milliards d'euros ont été dépensés en 2007 en faveur du secteur locatif privé alors que le secteur social en percevait 11,1. Observons aussi qu'il n'y a pas plus de 100 000 logements conventionnels dans le parc privé quand le parc HLM en compte 4 millions;

- la loi de Solidarité et de renouvellement urbain (SRU) n'est respectée que par un tiers des communes concernées, par ailleurs 150 villes s'en exonèrent complètement puisqu'elles n'ont pas construit un seul logement social depuis huit ans;

- l'écart entre les loyers moyens du secteur privé et du secteur social se creuse de plus en plus avec des rapports qui varient de 1,5 pour les petites agglomérations à 2,4 pour la région parisienne;

- le gouvernement actuel propose de porter la construction à 500 000 logements par an dont 120 000 logements sociaux, or les dépenses en faveur du logement ont atteint leur plus bas niveau (1,78 % du PIB en 2007) depuis 30 ans;

- le sieur N. S. a réalisé juste avant l'été 2008 un fric frac dans les caisses de l'Union économique et sociale (UESL), organisme qui est chargé de redistribuer le 1 % logement (perçu sur chaque feuille de paie). Le joueur de bonneteau lui a piqué 450 millions pour financer la rénovation urbaine, plus 770 millions pour la construction de... logements sociaux et, pour faire bonne mesure, 850 millions pour la réhabilitation de quartiers anciens. Le montant total du hold-up s'élève à plus de 2 milliards d'euros.



Faut-il en rajouter encore pour démontrer ce qu'il en est de la volonté de la « puissance publique » pour couvrir correctement la demande de logements sociaux tant en volume qu'en qualité?

Tels sont les agissements des larbins du capitalisme : faire des cadeaux qui se montent à de centaines de milliards d'euros aux banquiers et aux patrons et saboter un des droits les plus élémentaires de chaque être humain : disposer d'un logement digne. La posture consistant à tenir des discours saturés d'une poisseuse morale compassionnelle ne fait qu'alourdir leur bilan.

Mais les canailleries de N. S. et de la ministre Boutin ne s'arrêtent pas là. La punaise de bénitier et son mentor ont proposé de modifier les mesures qui concourent à l'accélération de l'expulsion (un an au lieu de trois) et d'autoriser les organismes HLM à sous louer des logements privés pour les personnes qui relèvent du Droit au logement opposable, c'est-à-dire les centaines de milliers de personnes qui sont logées chez des tiers, celles qui vivent durablement en camping, mais aussi celles qui recourent à un habitat de fortune (locaux commerciaux, garages, abris de jardin...)

Un toit est un droit? Oui en théorie, mais la réalité est têtue qui transforme l'obtention d'un logement en véritable parcours du combattant, loi DALO ou pas.

Qu'une société d'abondance soit dans l'incapacité d'offrir un logement décent à chaque individu est une monstruosité aux yeux du

plus grand nombre mais seulement une « carence » qu'il convient de corriger pour les fauteurs de pénurie.

Cela étant, pourquoi accolons-nous avec une régularité de métronome l'adjectif « social » à logement?

Les mots ne sont jamais neutres puisqu'ils traduisent des représentations mentales autant que des situations objectives considérées comme étant invariables ou peu s'en faut. Chaque personne a droit à un logement respectueux de sa dignité, proche de son lieu de travail, dans un cadre de vie harmonieux et doté de toutes les infrastructures et services nécessaires pour tendre à un « vivre ensemble » qui ne soit pas un pur slogan publicitaire. Le logement social tel qu'il est entendu dans son acception courante remplit-il tous ces critères? Ne vous creusez pas les méninges, la réponse est un non catégorique.

Un vieux proverbe dit que «Faute de grives on mange des merles»... Le hic est que des millions de travailleurs sont privés tout à la fois des grives et des merles. Mais peut-être cela a-t-il un rapport direct avec la surpopulation des rapaces qui nous exploitent et/ou nous gouvernent?

Sami Chemin

Principales sources documentaires utilisées : Observatoire des inégalités, Rapport de la Fondation Abbé Pierre, Loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains – Wikipédia, le Canard enchaîné numéro 4598.

### Roms raflés à l'école

Malgré les instructions d'Hortefeux qui prétend avoir « donné des instructions claires pour qu'aucune interpellation n'ait lieu dans, ou à proximité immédiate, des établissements scolaires », à Grenoble, Kurtishji, Rom kosovar a été interpellé par deux policiers avec trois de ses quatre enfants dans leur école. Le lendemain, la famille était expulsée. Croix de bois, croix de fer si je mens, j'étais en enfer!

### Soutien aux quatre du Ganva

Le 1<sup>er</sup> juillet 2008, le Groupe d'Actions Non-Violentes anti-nucléaires a bloqué pendant six heures, au Molay-Littry dans le Calvados, un train de déchets hautement radioactifs en provenance d'Italie et à destination de La Hague. Quatre camarades sont cités à comparaître devant le tribunal correctionnel de Caen, le 7 janvier 2009 à 13h30. Les faits reprochés sont : présence sur les voies, dégradation et entrave à la circulation.

### Goupillon et censure

Les Bureaux de Dieu, dernier film de Claire Simon, devait passer dans un cinéma de Tassin, dans la banlieue de Lyon. Une fiction écrite à partir de témoignages réels que la réalisatrice a recueillis dans un centre du Planning familial de Grenoble. Mais le propriétaire des murs du cinéma, une association catholique traditionaliste a obtenu de l'exploitant la déprogrammation du film. Ses raisons? L'œuvre est « blasphématoire et fait l'apologie du planning familial et de l'avortement ». L'exploitant de la salle a cédé.

### Le coup de Tarnac

Dans une longue interview accordée à Libération, Benjamin Rosoux, l'un des cinq mis en examen dans le cadre de l'enquête sur le sabotage des lignes SNCF, dément catégoriquement tout lien entre les incidents survenus sur le réseau de voies ferrées et ses activités militantes. « Nous ne sommes pas des terroristes », assure cet épicier de 30 ans. Il est, depuis le deux décembre, sous contrôle judiciaire après avoir été remis en liberté et poursuivi, comme quatre autres personnes (dont deux encore en détention), pour

association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste.

### Les gendarmes gendarment

Selon les remontées de nos camarades, après l'affaire de Tarnac et la démesure de l'enquête policière et des moyens utilisés, il est dorénavant clair que l'État et la nouvelle DCRI ont ordonné une vaste enquête sur tous les milieux politiques et syndicaux radicaux. Une vingtaine de conducteurs de trains du dépôt de Sotteville y ont eu droit, dénoncés arbitrairement par leur patron comme étant des habitués du piquet de grève sur une affaire d'entrave à la circulation des trains datant de novembre 2007. Les moyens utilisés pour l'enquête sont dignes de l'antiterrorisme : géolocalisation de portables, traçage des journées grâce aux émissions du portable, relevés téléphoniques, enquête remontant sur des années sur tous les détails de sa vie privée, familiale...

### Big Brother

Après le fichage des personnes susceptibles de troubler l'ordre public, bientôt le fichage des malades en situation précaire? C'est en tout cas les questions que se pose le personnel de l'hôpital public de Niort, établissement dans lequel circule depuis le 1<sup>er</sup> novembre une enquête sur la précarité dans les établissements de santé. Ce qui est choquant, c'est la manière dont les items sont formulés et le fait qu'ils n'aient rien à voir avec les soins à prodiguer. Le formulaire comprend onze critères, parmi lesquels l'illettrisme, la langue parlée, l'hygiène, le logement, l'absence de couverture sociale ou encore les minima sociaux. Un certain nombre de salariés de l'hôpital refusent de remplir cette enquête, face à un « fichage inquiétant » au parfum d'Edvige.

### Sida & Iran, « la faute aux pédés »

La majorité des contaminations enregistrées a beau avoir lieu par échange de seringues (69 %), pour le gouvernement iranien, ce sont bien les relations sexuelles illégales, à savoir l'adultère, la prostitution et l'homosexualité, qui sont responsables de la hausse des contaminations au VIH. Et pour

qu'un ministre iranien de la santé intervienne à la télévision nationale afin de parler du sida, c'est que l'heure est grave. L'ampleur des contaminations fait paniquer le sommet de l'État, qui jusqu'à récemment niait jusqu'à l'existence même du virus en Iran.

### État obsédé par les fichiers

Le MRAP a pris connaissance de l'existence d'un projet de rapport de M. Alain Bauer sur une éventuelle expérimentation de fichage de « suspects » sur la base de leur couleur de peau et de leur origine ethnique, selon une dizaine de types (méditerranéen-caucasien, africain-antillais, métis et autres, maghrébin, moyen-oriental, asiatique, indo-pakistanaï, latino-américain, polynésien et mélanésien). Le type « gitan » aurait été jugé inopportun. Les nazis eux n'avaient pas autant hésité!

### Enfance, l'Isère est rude

Le Resf 38 nous alerte : lundi 8 décembre, à l'école du Jardin de Ville, à Grenoble, un père de quatre enfants est venu, avec deux policiers en civil, les chercher, pour « un rendez-vous en préfecture ». La famille a dormi au centre de rétention de Lyon. Les militants de la Cimade ne les y ont pas trouvés : la famille était en route pour l'aéroport, pour décoller une demi-heure plus tard. Les seuls enfants en situation irrégulière sont ceux qui ne sont pas à l'école.

### Entrisme et échangisme!

Les 6 et 7 décembre, le club de l'Horloge a réuni à Paris de nombreuses figures de l'extrême droite européenne autour du thème « Le populisme, une solution pour l'Europe en crise ». Réunion humaniste et conviviale où on a pu entendre le représentant du Bloc identitaire se vanter d'avoir quelques militants infiltrés à la FO et à la CFTC. Vol d'un ange Himmerliste...

### Licencié pour sédition

Un salarié de Michelin, viré de son boulot et donc privé de sa croûte pour avoir critiqué la politique de sa boîte et les conditions de travail infligées. Patron, donneur d'ordre de travail et de pensée?



# Grèce

## Émeutes d'hier ou de demain ?



Source : Indymédia.

**Pierre Sommermeyer**

**AU MOINS 3 000 PERSONNES** ont assisté à l'enterrement d'un jeune garçon, Alexis Grigoropoulos. Elles ont applaudi quand le cercueil recouvert de fleurs blanches a franchi les portes d'une église orthodoxe dans la banlieue cossue d'Athènes. Il a été tué par un policier au cours d'une manifestation le samedi 6 décembre. Cet assassinat a mis le feu aux poudres. La version officielle affirme qu'il a été causé par le rebond d'une balle. Ce qui ne convainc personne. Selon une journaliste grecque, entendue à une émission de télévision française, il y a aurait eu beaucoup de morts par rebond de balles ces dernières années. Ce meurtre a eu lieu quelques jours avant la date prévue pour la grève générale. La conjonction de la colère de la jeunesse et de l'arrêt de travail va-t-il créer les conditions d'une irruption du peuple dans la vie politique grecque, rien n'est moins sûr. Au moment de la rédaction de cet article, cela fait six jours que la révolte gronde, que les charges de police se succèdent, que les arrestations se poursuivent, non seulement à Athènes mais dans tout le pays. Le gouvernement a réagi, il a promis aux commerçants dont les vitrines sont parties en éclat de prendre en charge les réparations. Accessoirement il semble que ce soient surtout les devantures des banques et des commerces de luxe qui ont eu maille à

partir avec la vindicte des manifestants. À ce propos, l'écrivain Vassili Alexakis a expliqué que « les gens entrent par la vitrine parce qu'ils ne peuvent plus entrer par la porte ».

On peut dénoter trois raisons aux origines de cette explosion. Il y a d'abord et bien sûr la brutalité de la police liée à un corps de juges, revanchards tel qu'il est apparu lors du procès du groupe du 17-Novembre en 2003. Ensuite, comme ailleurs, l'économie est en berne et le patronat affiche un libéralisme exacerbé. Enfin la corruption est présente partout, que ce soit en politique où deux familles se partagent le pouvoir ou dans l'Église orthodoxe corrompue, monomaniaque et monolithique, le tout joint au trou financier créé par les travaux nécessaires au Jeux olympiques.

### La corruption

Il serait fastidieux d'établir un catalogue de ces actes dans n'importe quel pays. En Grèce ils sont une des raisons du ras-le-bol actuel. Il y a eu le scandale du mont Athos, évoqué plus bas, qui a entraîné la démission du ministre porte-parole du gouvernement. Un conseiller du premier ministre a été condamné pour trafic d'influence. Accusé de fraude fiscale, le ministre de la Marine marchande M. Voulgarakis a démissionné, et un armateur accuse un ancien ministre de chantage. Il y a

semble-t-il aussi la corruption quotidienne pour avoir un médecin, un permis de conduire ou une entrée à l'université.

## La répression

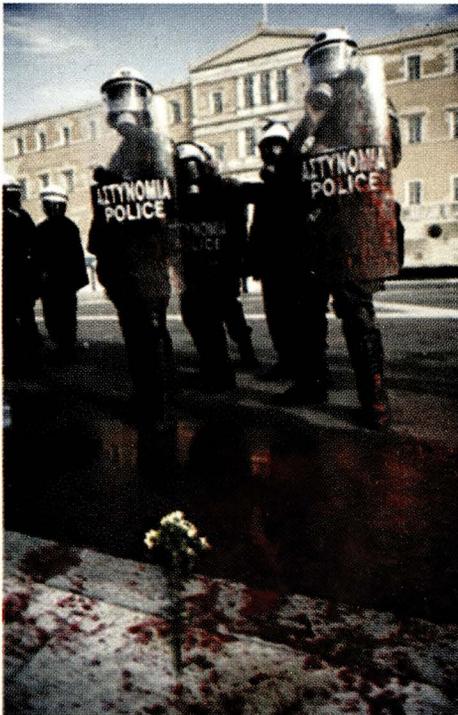
Elle touche tout ce qui relève d'une façon ou d'une autre de l'opposition extraparlamentaire, donc « les anarchistes ». En 1999, pour ne pas remonter plus loin, Nikos Matzotis, affirmant à son procès : « Je peux dire en toute conscience être anarchiste », était condamné à quinze années de prison. Il est accusé d'avoir posé une bombe, qui n'a pas explosé, au cours d'une lutte de solidarité avec les habitants de la baie de Strymonikos, dans la Macédoine grecque, en lutte contre les installations métallurgiques de traitement de l'or de la multinationale canadienne TVX. Lors de son procès, il raconte que sa politisation a commencé, en 1985, avec sa participation à une manifestation qui protestait contre le meurtre par « un flic, un certain M. Melistas, » d'un garçon de 15 ans, Michalis Kaltezas. Suite à cela il y eut l'occupation de l'École polytechnique et la répression générale qui s'abattit alors. C'était de cette école que partit, le 17 novembre 1973, le mouvement de contestation qui mit fin au régime des colonels installé en 1963 avec la complicité des États-Unis et le silence des pays européens. Quelques années plus tard, en 1977, on trouvait dans la presse anarchiste française un appel à la solidarité contre la répression qui touchait les compagnons grecs. Aujourd'hui selon le site Anarchopedia il y a trois anarchistes qui attendent leurs procès et un autre condamné à trente-cinq années de prison pour attaque de banque à main armée.

## La politique

Plus qu'ailleurs c'est une affaire de famille. La Grèce est sortie exsangue de la dernière guerre mondiale. Derrière l'occupation du pays par les Allemands, il y avait une guerre civile en cours entre les communistes et les conservateurs. Une fois la guerre mondiale terminée, la guerre civile reprit à l'instigation de Staline et dura jusqu'en 1949, date de la défaite des communistes conséquence de la rupture entre Tito et Moscou. Encore aujourd'hui, il est difficile de parler avec les Grecs de cette période-là. Le pays aurait perdu jusqu'à 8 % de sa population, la guerre civile ayant fait 150 000 morts, des dizaines de milliers de personnes se sont réfugiées alors dans les pays communistes alentour. À partir de ce moment, deux familles se partagent le pouvoir, une à droite, les Caramanlis et une à gauche (?) les Papandréou. En alternance soit l'une soit l'autre exercera le pouvoir. Aujourd'hui, le premier ministre est le neveu de Georges Caramanlis qui fut au pouvoir de 1974 à 1985, en face, le président du Parti social-démocrate (Pasok) est le petit-fils de Georges Papandréou, premier ministre trois fois avant les colonels et fils d'Andréas du même nom qui dirigea le pays de 1974 à 1989 puis de 1993 à sa mort en 1998.

Le Parti communiste est la troisième force politique du pays. Il a la réputation d'être un des derniers bastions du stalinisme en Europe. Présent au Parlement avec douze députés sur 300, opposé à l'Union européenne, il tire sa légitimité de la guerre civile.

Les syndicats « ouvriers » sont complètement inféodés aux partis de gauche, celui des fonctionnaires est dans la main du Pasok, le syndicat paysan dans celle du PC et la grande confédération du travail se partage entre ces deux partis. Coincée entre les trois partis parlementaires la société civile n'existe pas, ni ONG ni mouvement associatif autonome. Malgré tout, comme Françoise Arvanitis l'avance dans son livre *La Grèce des Grecs*, « les Grecs ont gagné trop tard leur liberté pour admettre qu'on empiète de quelque manière sur leurs droits à l'exercer » et ajoute que la conséquence en est une grande tolérance du public et des autorités envers les grèves purement corporatistes. Il est clair qu'aujourd'hui cette tolérance est à l'épreuve et que le ras-le-bol de la population risque de se retourner contre le pouvoir en place.



## L'Église

Depuis plusieurs siècles l'Église orthodoxe incarne la Grèce. Elle a été l'endroit où survivait la culture locale lors de la présence de l'impérialisme ottoman. La constitution du pays instituée après le régime des colonels l'a été « au nom de la Sainte, Consubstantielle et Indivisible Trinité ». Il a fallu attendre 2001 et l'entrée de la Grèce dans l'Union européenne pour que la mention de la religion sur la carte d'identité soit supprimée. La décision est révolutionnaire dans un pays où l'on considère que l'identité nationale repose sur l'orthodoxie. Le haut lieu de cette église, le mont Athos et son monastère, est au cœur des derniers scandales qui ont ébranlé le gouverne-

ment conservateur en place. Les moines ont bénéficié d'un échange inégal avec le gouvernement qui leur a refilé en 2004 des bâtiments flambant neufs construits pour les JO contre huit mille hectares de forêt. Le contribuable grec y a perdu cent millions d'euros.

## La Famille

Il faut lui mettre une majuscule, car elle joue un rôle décisif dans ce pays comme on l'a vu pour la vie politique. C'est l'endroit où règne la femme. Pour beaucoup de mâles, tout irait mieux en Grèce si elle y restait. La famille est l'endroit refuge; c'est là que la solidarité s'exerce, c'est là que l'on prend soin des anciens. La société grecque depuis la nuit des temps est une société rurale. Son urbanisation est récente et mal vécue. Conséquence de cette situation de blocage, afin de pouvoir s'échapper du cocon familial, les femmes grecques ont très peu d'enfants.

## La jeunesse

Le taux de fertilité est l'un des plus bas d'Europe. Donc peu d'enfants, une éducation universitaire d'un relativement haut niveau, soit sur place soit en Italie, en France ou en Grande-Bretagne et pas d'emploi, puisqu'ils sont trustés par les plus vieux. Les jeunes appartiennent à « la génération 600 euros ». Le passage à la monnaie européenne a été une catastrophe économique. Plus qu'ailleurs le coût de la vie a explosé. Comme pour beaucoup de Grecs il faut deux boulots pour vivre, il est normal d'un point de vue arithmétique qu'il n'y ait plus de travail pour les jeunes.

Tous les ingrédients d'une explosion sont en place. Ce que le pouvoir reprochera au policier tueur, c'est d'avoir allumé la mèche.

## Et maintenant ?

Est-ce un début ou une fin? La société grecque, plus particulièrement, n'a pas de perspective d'avenir. Une alternance politique est possible mais ce ne peut être une alternative. Depuis le début de la crise, on peut se demander si c'est la première manifestation de la colère dans ce nouveau cycle qui commence ou la dernière du cycle économique précédent, lorsque les dirigeants donnaient la fausse impression de savoir ce qu'ils faisaient. Il est clair que c'est difficile à dire, même si je penche pour la deuxième hypothèse. Au fond cela n'a pas d'importance. Dans les mois ou les années qui viennent les masques vont tomber, ouvriers, employés, intérimaires à la petite semaine, chômeurs potentiels ou actuels, retraités de tout poil, tous vont s'apercevoir amèrement que les promesses de nos dirigeants reposent sur du vent, que la seule réalité du « Travaillez plus pour gagner plus! » réside et restera la première partie du slogan, et encore, pour ceux qui auront encore de quoi suer.

Pierre Sommermeyer,  
à partir d'infos prise en lignes.

# L'humain, engin explosif à potentialité létale



**André Sulfide**

DEPUIS PLUSIEURS MOIS, M<sup>me</sup> Alliot-Marie, ministre de l'Intérieur, renoue avec la vieille antienne de la menace anarchiste. Ah! gouvernements, flics, militaires, curés, nantis, si vous saviez combien nous aimerions vous faire trembler! Mais vous savez bien que les temps ont changé. Jadis, votre certitude tranquille vous aurait valu une bombe dans les pattes, ou une balle dans le buffet. Aujourd'hui... Comme beaucoup d'autres, je n'oserais pas. Parce que je redoute vos commissariats et vos prisons, entreprises de dévastation réglementaire, autres unités d'horreur ordinaire et, hélas, banale. Parce que, surtout, l'expérience a montré que c'était inutile et finalement néfaste. Néfaste pour nous, d'abord. Et puis, le vieux Lecoin avait raison: on ne bâtit rien de beau sur les cadavres. La preuve autour de nous.

D'une certaine manière, vous avez eu cette chance qu'au cours de votre longue histoire, déclinaison de toutes les façons possibles de dépouiller et de malmener, quelques braves têtes brûlées se sont permis de venir éclaircir vos rangs. Vous avez compris vos faiblesses, et renforcé votre armure. Deux guerres mondiales plus tard, et un nombre incalculable de saloperies diverses dont nous nous efforçons – c'est bien le moins – de rendre compte, le pouvoir et l'argent, éternels et invincibles siamois, ont puisé dans les ruines de quoi

atteindre des proportions vertigineuses.

Dernier coup de force des intrépides soldats de l'ordre, la capture d'une dizaine d'individus, soupçonnés d'avoir fomenté et exécuté les sabotages que l'on sait sur le réseau ferré français mais seulement convaincus, pour l'heure, d'avoir des saines et subversives lectures et, pour plusieurs d'entre eux, d'avoir fait revivre un village à l'abandon – seule propagande par le fait dont on puisse être sûr. Le soutien ne s'est pas fait attendre, au départ de nos rangs et pas seulement. C'est bien.

Je voudrais profiter de l'événement pour parler de quelques autres, qui connaissent les mêmes déboires, sans doute pour les mêmes raisons et qui, me semble-t-il, ont été laissés de côté dans notre saine et légitime indignation. Il s'agit d'Ivan, de Bruno, Damien, d'Isa, de Farid, et Juan.

Les trois premiers ont été interpellés le 19 janvier 2008 aux abords du centre de rétention de Vincennes, alors qu'ils essayaient de rejoindre les manifestants qui protestaient contre le sort fait aux sans-papiers. À bord de leur véhicule, un fumigène artisanal composé de chlorate de soude, de sucre et de farine, ainsi que des pétards et des crève-pneus (clous tordus). Bref, du matériel peu important et relativement ordinaire, qui devait témoigner auprès des prisonniers de la réalité de la mobilisation et du soutien. La réponse judiciaire ne

s'est pas faite attendre: « Transport et détention, en bande organisée, de substance ou produit incendiaire ou explosif d'éléments composant un engin incendiaire ou explosif pour préparer une destruction, dégradation ou atteinte aux personnes; association de malfaiteurs en vue de commettre un crime de destruction volontaire par l'effet d'un incendie, d'une substance explosive ou de tout autre moyen de nature à créer un danger pour les personnes, commis en bande organisée. » Placés en garde-à-vue, Ivan, Bruno et Damien ont refusé de se prêter aux prises d'empreintes digitales, aux photographies anthropométriques, et aux prélèvements ADN, ce qui leur a valu les chefs d'inculpation ad hoc, et n'a pas empêché les flics de se servir sans leur consentement. Ivan et Bruno ont été incarcérés, Damien laissé en liberté sous contrôle judiciaire.

Isa et Farid ont été arrêtés par les douanes à Vierzon, le 21 janvier 2008, en possession de chlorate de soude et de plans de la prison pour mineurs de Porcheville, ainsi que de manuels de sabotage. L'ADN d'Isa, prélevé contre son gré au cours de sa garde-à-vue, correspondrait à celui recueilli sur un engin incendiaire placé sous une voiture de police, à Paris, en mai 2007. On se souvient qu'à l'époque, la victoire de Nicolas Sarkozy avait été suivie, un peu partout en France, de manifestations spontanées plus ou moins importantes. La direction de la police nationale avait alors immédiatement évoqué « des actions provenant des mouvances anarchiste, autonome et d'extrême-gauche protestant contre le résultat du second tour de la présidentielle. » Isa et Farid ont été écroués sous mandat de dépôt avec la mention « détenu particulièrement surveillé » ou « détenu à haut risque ». En juin 2008, Juan, le frère d'Isa, était interpellé à son tour et directement incarcéré: son ADN aurait également été identifié dans l'affaire de la voiture piégée de mai 2007.

Les deux « affaires », restées distinctes, se rejoignent grâce à l'entregent de la Section antiterroriste de Paris. Damien, qui avait été interpellé à Vincennes et laissé en liberté surveillée, était convoqué pour le 14 août 2008 par un juge antiterroriste, dans le cadre de l'instruction sur la supposée « Mouvement anarcho-autonome francilienne ». Les experts prétendaient avoir recoupé son ADN avec l'un de ceux relevés sur l'engin incendiaire en mai 2007. Le lien était établi.

Damien, qui savait le sort qui lui serait réservé, a choisi de répondre à la convocation. Il a depuis été écroué. Bruno, lui, n'a pas supporté la vie sous surveillance policière, et a préféré la cavale. Tous deux ont expliqué leur choix dans une lettre ouverte et, loin de s'opposer, chacun a bien marqué sa totale et entière solidarité avec son compagnon d'infortune. Voilà qui donne à réfléchir.

Réfléchir, non pas aux faits qui ont conduit les autorités à capturer Ivan, Bruno, Damien, Isa, Farid, Juan et à instruire leur futur procès

sous l'inculpation fourre-tout de mienées terroristes. S'ils assument leur militantisme et leurs pratiques d'action directe non-violente, tous démentent cependant avoir tenté de faire exploser le véhicule policier en mai 2007. C'est à noter. N'oublions pas que la chronique judiciaire ne manque pas d'exemples où les forces répressives ont fabriqué les « preuves » d'une culpabilité, et que les éléments dégagés par l'analyse de l'ADN ne sauraient être qualifiés d'indiscutables, dès lors qu'il se trouve des êtres humains – faillibles par nature – pour les recueillir, les interpréter et éventuellement les manipuler.

« Innocents » ou « coupables », devons-nous commencer par étudier l'alternative, peser le pour et le contre, instruire, voire trancher la question? Ce serait alors raisonner en fonction de la loi, qui reste l'expression absolue de l'autorité et, par-là même, l'entrave élémentaire au libre épanouissement des êtres. On sait bien que ce qui est légal n'est pas forcément ce qui est juste, et c'est là l'une de ces notions fondamentales qu'il faut garder en tête et répéter, à notre époque où la propagande sécuritaire tanne les cœurs en tâchant d'y loger les réflexes du procureur et du juge, envers nous-mêmes, envers nous autres.

La violence, sujet avec lequel nous entretenons un rapport complexe (les bombes de Ravachol mais aussi le pacifisme de Lecoïn), fait partie intégrante de notre mouvement, et il serait tout aussi imbécile de la rejeter vers de lointaines périphéries historiques que d'en tirer, après coup – et souvent en toute sécurité – une vaine gloriole. En revanche, on peut faire remarquer qu'à toute violence inégale, il y a celle du désespoir mué en rage farouche, et celle dictée par le cynisme des puissants.

Laquelle est jugée? Laquelle est condamnée?

À l'heure où l'on nous gave de chroniques judiciaires, où l'on prête aux victimes des revendications qui servent surtout les intérêts politiques et les visées électoralistes, où ce populisme pénal menace de polluer notre esprit de solidarité... gardons l'esprit clair.

Quoiqu'Ivan, Bruno, Damien, Isa, Farid, Juan aient fait, leur place est parmi nous car ils sont des nôtres. Si nous avons à discuter et à débattre avec eux, même vivement, c'est entre êtres libres, sans entraves, ni barreaux ni portes de prison. Disons-le, et aidons-les.

Quant à la logique judiciaire et pénale, méprisons-la. Après tout, les magistrats et ceux qu'ils servent, restent nos obligés: les opprimés s'abstiennent, jusqu'à présent, de répondre coup pour coup. **A.S.**

Un excellent dossier est disponible sur l'Internet à l'adresse suivante: [http://infokiosques.net/mauvaises\\_intentions](http://infokiosques.net/mauvaises_intentions). On y découvrira, entre autres, les très intéressants textes écrits par certains inculpés dont il est question plus haut.

# De la **gouvernance** à la lutte des classes



Le

LE MASSACRE DE LA GLOBALISATION ne peut se perpétrer que par le biais d'une efficace politique de communication. « Si on contrôle le langage, on contrôle la pensée », écrivait George Orwell. C'est ce qu'ont très bien assimilé ceux qui utilisent le discours idéologique pour légitimer leur pouvoir, pour faire apparaître l'ordre établi comme le seul possible, pour faire de tout contestataire un terroriste potentiel. Depuis la vague « néolibérale » des années 1980, le vocabulaire a été abondamment revisité par la caste technocratique, s'inspirant des méthodes publicitaires et du marketing; il serait fastidieux d'en répertorier la totalité. Mais trois expressions expriment à elles seules toute l'ambition du projet :

le **développement durable**, qui consiste à repeindre en vert fluo le capitalisme et à donner des entreprises une image écologiquement responsable; le **démocratie participative**, qui s'attache à faire adhérer les populations à la mise en œuvre de décisions prises au niveau européen ou mondial; le **gouvernance**, qui sert à promouvoir un style de gestion purement administratif des affaires

publiques, la soumission des institutions politiques aux exigences de la finance internationale et des grandes firmes privées, la mise au pas des organisations syndicales. Attardons-nous un peu sur cette dernière.

## L'émergence du concept

Le terme n'est pas réellement nouveau; il s'agit d'un vieux mot français tombé en désuétude. Le terme de « gouvernance » apparaît il y a plus d'un demi-siècle chez les économistes américains, évoquant les dispositifs mis en œuvre par une firme pour mener des coordinations efficaces. Au cours des années 1980, Margaret Thatcher popularisera l'expression, lorsqu'elle décidera d'imprimer une logique entrepreneuriale à l'administration publique. Par la suite, la Banque mondiale et l'ONU s'empareront du concept pour renforcer les politiques de déréglementation, de libéralisation du commerce, de privatisation.

Aujourd'hui, la gouvernance se décline à toutes les sauces: « d'entreprise », « locale », « urbaine », « bonne », « globale », « mondiale », « européenne » officiellement, la

**Jean-Pierre Tertrais**

complexité accrue de la société exigerait, selon Corinne Gobin, « une dispersion de la fonction de pouvoir au sein d'une chaîne d'acteurs étroitement imbriqués et mêlant niveaux européen, national, régional, local, ainsi qu'une multitude d'acteurs privés de plus en plus diversifiés et couplés aux acteurs publics traditionnels en des associations à géométrie variable ». La multiplicité des acteurs participant à ce réseau garantirait son caractère démocratique. Mais la « bonne gouvernance », c'est évidemment celle qui maintient l'hégémonie de l'idéologie néolibérale, celle qui rend plus opaques les processus de prise de décision, celle qui dissout les conflits politiques dans la recherche d'un consensus anesthésiant, celle qui encourage une « régulation » favorable aux seuls intérêts particuliers des entreprises transnationales. La bonne gouvernance, c'est celle qui, au nom du rapprochement entre l'Union européenne et les citoyens, crée un « libéralisme de la proximité ».

Le nouvel imaginaire du pouvoir évacue les notions « archaïques » de représentation, peuple, conflit, négociation, lois, réglementation, travailleurs, égalité pour leur préférer participation, société civile, partenariat, réseau, consensus, dialogue, labels, consommateurs, équité. Les valeurs communes se nomment : libre marché, croissance et emploi, compétitivité des entreprises, cohésion sociale. Les relations économiques et commerciales éclipsent les rapports sociaux. Il n'y a plus d'intérêts contradictoires, de rapports de forces, encore moins de lutte de classes, mais une harmonie à atteindre par l'échange de points de vue censé dissiper les malentendus. Ce n'est qu'une affaire de com !

### Le droit sous tutelle

L'objectif est d'évacuer la dimension politique sous le discours de la neutralité. Comme l'exprime Brugin Thierry, docteur en sociologie, « La gouvernance conduit à substituer les normes juridiques (décidées par le pouvoir) par des normes techniques (créées par des intérêts privés) : codes de conduite, chartes éthiques, labels, normes comptables privées, normes ISO relatives à l'hygiène et à la sécurité » on assiste donc à une privatisation de la production du droit, à une « reféodalisation » de ce droit, à un droit sans obligations, ou de simples déclarations d'intentions suffisent. C'est le règne du statut flou, de la « soft law ».

Selon B. Thierry, le Global Compact, créé par l'ONU, et fruit d'un intense lobbying des multinationales, est composé d'engagements volontaires non contraignants, il est rédigé de manière vague, sans référence aux conventions de l'OIT, et il ne dispose pas de système de vérification » ! L'intégrité morale bien connue des patrons constitue un gage suffisant pour faire respecter le salaire minimum ou la limitation du temps de travail !

Le résultat ne laissait planer aucun doute. Comment des sociétés d'audit, financées

directement par les entreprises pour les auditer, auraient-elles pu conserver leur indépendance, l'objectivité de leur jugement ? Faut-il rappeler le scandale de l'affaire Enron dont la société d'audit privée était complice ? Les codes de conduite ne sont pas appliqués, et le droit du Travail s'en trouve non seulement fragilisé mais bafoué. Les bavures, les dérapages, les excès se multiplient : conditions de travail difficiles, accidents, contrats précaires, travail forcé, discrimination, harcèlement, chasse aux délégués syndicaux... Mieux encore : les Nations unies ont autorisé, par exemple, les multinationales Nike et Shell notamment, à adhérer au Global Compact, alors qu'elles violent régulièrement leurs propres codes de conduite et les normes sociales et environnementales ! Ainsi, sous couvert d'une « responsabilité sociale des entreprises », c'est non seulement une « autorégulation néolibérale des entreprises » qui s'opère, mais une « conquête de l'ONU par le monde des affaires ».

### Une démocratie piétinée

La bonne gouvernance conduit à privatiser le « processus de régulation démocratique ». La démocratie publique représentative n'est pourtant qu'un quasi-cadavre, mais c'est encore trop pour les ambitions du capitalisme : il lui faut une mort clinique ! Plutôt que dialoguer avec les institutions élues par le peuple, la gouvernance préfère les partenariats avec cette nébuleuse qu'est la société civile (associations professionnelles et non lucratives) dans laquelle, d'ailleurs, les Églises et les communautés religieuses auraient une contribution spécifique à apporter ! Cette savante alchimie permet notamment de noyer la voix des salariés, de court-circuiter les organisations syndicales, d'éliminer tout contre-pouvoir, et donc de poursuivre les politiques de régression sociale. Il s'agit de créer une « France rassemblée », une « société réconciliée » apte à gérer des « inégalités naturelles ».

Déléguer aux acteurs économiques privés certaines des fonctions traditionnellement dévolues aux services publics (service des eaux, retraitement des déchets, production énergétique...) ne peut qu'accentuer un rapport de forces toujours plus favorable aux firmes transnationales. Mais cela ne suffit pas encore ! Ce que veulent les réseaux privés, c'est élaborer l'ensemble des politiques internationales en lieu et place des pouvoirs publics. David Rockefeller, fondateur du Bilderberg, puis de la Commission trilatérale, « véritables architectes de la mondialisation néolibérale », déclarait à *Newsweek International* : « quelque chose doit remplacer les gouvernements et le pouvoir privé me semble l'entité adéquate pour le faire ». Il avait déclaré huit ans plus tôt devant la Commission trilatérale : « La souveraineté supranationale d'une élite intellectuelle et de banquiers est préférable au principe d'autodétermination des peuples ». Peuples nécessairement « ignorants, émotifs et versa-

tiles ! » Contrairement aux passions exprimées lors des débats publics et qui sont trop imprévisibles, les normes techniques élaborées par les experts, elles, sont indiscutables ! Le facteur humain (non, pas Besancenot !) devient vite encombrant pour un capital qui ne saurait attendre !

Un ancien délégué du groupe Bilderberg déclarait : « Bilderberg compose la toile de fond des politiques qui sont mises en place par la suite. Ainsi, le Forum économique mondial à Davos en février, les rencontres Bilderberg et du G8 en avril-mai et la conférence annuelle du FMI et de la Banque mondiale en septembre. Une sorte de consensus international émerge (...). Ce consensus devient la toile de fond des communiqués du G8 ; il inspire le FMI lorsqu'il impose le programme de réajustement à l'Indonésie, et la politique que le président américain propose au Congrès. » Si vous avez toujours envie de voter, soignez-vous !

Faudrait-il espérer le secours de l'État dans la lutte contre le capitalisme ? Si l'État est dépouillé d'une grande partie de ses prérogatives (avec son propre assentiment), si la gouvernance, qui vise à restreindre ses interventions, est un « outil idéologique pour une politique de l'État minimum » (Marie-Claude Smouts), il reste que cet État – l'État gendarme – conserve suffisamment de moyens – ses fonctions régaliennes – pour faire respecter les règles du marché, pour arbitrer le bras de fer en faveur des seuls intérêts des classes dominantes et des acteurs économiques privés, au détriment de ceux des classes populaires, et notamment des classes les plus défavorisées. Car il ne s'agit pas, pour l'État, de tempérer le capitalisme ; si l'objectif est de le « réguler », c'est bien au sens de la régulation thermique d'un organisme vivant, c'est-à-dire de la fonction qui consiste à assurer sa survie !

### Ouvrir une brèche

Elie Cohen écrivait : « La gouvernance évoque l'art de gouverner sans gouvernement, l'art de forger une légitimité sans réunir les prérequis de la démocratie représentative, l'art de composer avec l'opinion en l'absence d'un demos. » Effectivement, il s'agit de gouverner sans le peuple, contre le peuple. De deux choses l'une, donc : ou la « masse » n'est réellement qu'un ensemble invertébré, sans aucune volonté, un appendice surnuméraire de la nature, une aberration chromosomique ou une erreur statistique. Alors l'humanité s'oriente vers le génocide du plus grand nombre, et l'esclavage pour ceux qui subsisteront. Ou les peuples, dépossédés de leur capacité à construire leur avenir, (re) Trouvent l'énergie, la détermination, la lucidité qui conduisent à la maturité politique et à l'engagement. Alors, la seule réponse possible est une réaction rapide : la révolution sociale, la prise en mains par les populations de leur propres affaires.

I.-P. T.

# Toutes et tous épinglés !

À nous la Légion !



**Lea Gallopavo**

Groupe Louise-Michel  
de la Fédération anarchiste

**24 SEPTEMBRE 2008 :** Le Premier ministre signe une circulaire pour rappeler que « la Légion d'honneur et l'Ordre national du Mérite, qui sont la récompense de services rendus au pays dans tous les domaines de son activité, doivent donner une image aussi fidèle que possible de la société française et accueillir celles et ceux qui contribuent de la manière la plus éclatante à son rayonnement. [...] Les femmes sont encore sous-représentées alors qu'elles exercent des responsabilités de plus en plus conséquentes. De même, les personnes de rang modeste, les personnes issues des minorités, les bénévoles du monde associatif et les acteurs du secteur privé (chefs d'entreprise, ingénieurs, chercheurs, techniciens, professions libérales...). » Et la circulaire d'inviter les préposés aux médailles à diversifier leurs propositions « afin de récompenser les citoyens qui servent notre pays avec le plus de détermination, d'ef-

ficacité, d'abnégation et de sens de l'intérêt commun ».

Outre le final sur les vertus morales, antithèse des représentants de l'État, on notera que la machine bureaucratique est assignée à une catégorisation hasardeuse de la société française pour assurer la représentativité des épinglés. Passe encore la définition de la femme pour la catégorie éponyme. Mais comment définir la personne de rang modeste ? Quelles minorités reconnaître comme telles ? À quel titre épingler le transgenre de rang modeste, métisse de parents kabyle et arabe, et bénévole à Act Up... ?

L'heure est grave car il semblerait qu'il soit besoin de « conforter la confiance de nos concitoyens dans la représentativité de nos ordres nationaux et la pertinence des décorations décernées ».

## Travail et bénévolat

Qu'on se rassure néanmoins, il y a encore suffisamment de gogos impressionnés pour ne pas en être à épingleur notre hypothétique transgenre cumulard. La ligne de front de la Légion et du Mérite se situe dans deux valeurs aux liens ambigus – travail et bénévolat – si l'on en croit la création de deux promotions spéciales :

- « La promotion du travail, qui permet de récompenser les personnes d'origine modeste, engagées très jeunes dans la vie active et qui, au prix de courage et de volonté, se sont formées professionnellement et ont accédé à d'importantes responsabilités. »

- « La promotion du bénévolat associatif qui a pour vocation de reconnaître et de récompenser les mérites des personnes qui, de manière obscure et discrète, accomplissent un bénévolat associatif s'ajoutant le cas échéant à leurs activités professionnelles. Les secteurs prioritaires sont l'éducation, la santé, l'action sociale et l'action humanitaire. »

Sur le travail, on notera cette obsession du viatique de l'origine modeste et l'exigence d'avoir à affronter l'adversité pour arriver en haut. Enfin pas complètement en haut non plus, car ces éléments caractérisent très peu de nos prétendus représentants : Bolloré n'a pas eu à se former longuement aux métiers de la marine pour avoir un yacht, ni Sarkozy aux métiers du tourisme pour profiter dudit yacht... Et puis il est singulier que ce ne soit pas le résultat du travail qui compte, ni le résultat technique (comme le chef-d'œuvre des compagnons), ni le résultat social (le bénéfice que la collectivité en retire). L'unique étalon est la position de pouvoir acquise.

Quant au bénévolat, il est riche des futurs schémas sociaux de l'État. Il est singulier que les secteurs prioritaires soient ceux qui devraient concentrer les ressources collectives (éducation, santé, actions sociale et humanitaire) alors qu'ils sont justement abandonnés par l'État aux appétits des profiteurs. C'est l'institutionnalisation de la charité – contre la solidarité – comme seule forme d'altruisme.

Faut-il y voir en outre un écho au projet de statut du bénévole évoqué l'année dernière ? Car un tel statut, loin d'encadrer une rémunération du bénévole – antinomique ! ne peut au mieux qu'organiser les termes d'un défraiement, de certaines règles de responsabilité ou de conditions de travail entre le bénévole et l'association qui l'emploie. Bref, un salariat sans salaire, dont les Légionnaires et Méritants publiquement épinglés seraient les Stakhanov élevés au rang d'exemplarité pour la masse des nouveaux esclaves.

## Construisez votre bureaucratie

« Pour assurer pleinement cet objectif de diversité, une procédure nouvelle a été mise en place : l'initiative citoyenne, [qui] permet à tout citoyen de proposer une personne qu'il estime méritante. [...] La proposition doit être signée par l'auteur et quatre-vingt-dix-neuf autres citoyens clairement identifiés, majeurs et jouissant de leurs droits civiques. [...] Les services de la préfecture procéderont à l'examen du dossier et aux

enquêtes habituelles d'honorabilité et de contrôle du bulletin n° 2 du casier judiciaire, [...] à des vérifications sur l'authenticité de l'initiative (notamment par des contrôles ponctuels des autres signataires). À l'issue de l'instruction (qui ne pourra dépasser six mois), il appartiendra au préfet de décider de la suite à donner. [...] S'il la juge recevable, il fera établir par ses services un mémoire de propositions réglementaires dont il transmettra simultanément un exemplaire au ministre de tutelle et, à titre d'information, au grand chancelier de la Légion d'honneur (si le dossier relève de la promotion du travail ou de la promotion du bénévolat associatif, le mémoire sera adressé au secrétariat général du Gouvernement). [...] Chaque année, chaque préfet transmettra au grand chancelier un bilan chiffré des demandes reçues et des suites données, en précisant notamment les motifs de refus. Le grand chancelier pourra s'assurer, pour sa part, que les dossiers ainsi proposés n'ont pas été systématiquement ou injustement écartés, et procéder aux rectifications nécessaires. »

Génial le coup de l'initiative citoyenne en ce domaine, non ?! Et bien gérée avec ça : on voit d'ici le quotidien des services de la préfecture procédant aux enquêtes de moralité, et cherchant à évaluer l'authenticité (sic) de la démarche pour des centaines et des centaines de personnes. Chiche que chaque groupe Réseau éducation sans frontière (RESF) propose l'un de ses membres (on est bien ici dans l'éducation, la santé, le social et l'humanitaire tout à la fois) ! Voyez-vous un préfet en laisser passer un seul, ou le grand chancelier procéder aux rectifications nécessaires ?

Et foutre dieu, quelle bureaucratie ! Avec ce fonctionnement hiérarchique qui multiplie les contrôleurs bien payés pour moins d'instructeurs mal payés à faire le boulot. Comme disait Coluche : « Rigolez pas, c'est avec vos impôts qu'ils font ça ! ». Effectivement, il y a une mise en abîme révoltante à penser que la machine de l'État (ses agents et ses moyens matériels) est utilisée à la gestion des décorations de bénévoles dans les secteurs mêmes dont on détourne illégalement les ressources collectives.

À l'instar de ces émissions télévisées où l'on vous refait votre maison de fond en comble, il est temps que, pour les décorations aussi, on foute tout par terre !

L. G.

Retrouvez tous les articles des membres du groupe Louise-Michel sur la page du groupe du site : [www.federation-anarchiste.org](http://www.federation-anarchiste.org)

# Ludwig Klages

une prémisse problématique de l'écologie profonde



Source : Encyclopaedia Judaica  
Source : Encyclopaedia Judaica.

EN 1913, LUDWIG KLAGES publie (1872-1956) un ouvrage fracassant qui porte le titre de *L'Homme et la terre (Mensch und Erde)*. Il y expose des thématiques qui sont désormais familières à l'écologie profonde <sup>1</sup>.

En effet, il regrette l'extinction rapide de nombreuses espèces: « Les pies, les pics-verts, les loriots, les passereaux, les grouses, les coqs et les rossignols, ils sont tous en train de disparaître, et leur déclin semble sans remède ». Il dénonce la déforestation: « Les nations du progrès (...) coupent des arbres pour un livre toutes les deux minutes, et pour un magazine toutes les secondes: nous pouvons apprécier, rien qu'à partir de ces estimations grossières, combien la production de ces choses est massive dans le monde 'civilisé'. » Il déplore la liquidation des peuples aborigènes, l'étalement urbain, les destructions environnementales, la chasse à la baleine.

Klages accuse le capitalisme, le christianisme et les philosophies qui se réclament de « l'esprit » (*Geist*). Surtout, il dénonce le progrès qui est « un désir de meurtre inassouvi ». « Le progrès n'est rien moins que la

destruction de la vie », ajoute-t-il. Tout cela écrit il y a près d'un siècle.

## La bible des Wandervögel

Le plaidoyer de Ludwig Klages est foisonnant, bouillonnant, poignant. Le livre devient très rapidement la Bible des Wandervögel en Allemagne au cours des années 1910-1920 et 1930. Ce mouvement est une sorte de contre-culture qui, chez les jeunes, mélange néoromantisme, philosophies orientales, mysticisme de la nature, hostilité à la rationalité et recherche de nouveaux rapports humains. Certains historiens l'ont qualifié de « hippysme de droite » <sup>2</sup>. Le livre de Klages constitue aussi l'une des références principales des membres de Monte Verità, la communauté d'Ascona (1900-1920) que fréquentent de nombreuses personnes, dont plusieurs anarchistes comme Erich Mühsam <sup>3</sup> (1878-1934) notamment.

A priori, rien de problématique dans les propos de Ludwig Klages. Mais en décortiquant le texte et la vie de l'auteur, on découvre un certain nombre de choses qui interpellent. On constate en particulier que

**Philippe Pelletier**

Ludwig Klages était un antisémite farouche et qu'il soutenait les théories raciales. C'est d'ailleurs pour cela qu'il a été courtisé, en vain toutefois, par le régime nazi, qui, dépité, attaquera finalement son œuvre par le biais d'Alfred Rosenberg notamment.

Après 1945, Ludwig Klages ne renie pas son antisémitisme. Il voit au contraire dans la victoire des Alliés le triomphe des juifs sur le monde à l'issue d'un assaut de deux mille ans qui leur a attiré la haine de tous. C'est ce seul résultat qui fait la différence entre les théories racistes des nazis et celle de leurs ennemis juifs conclut-il.

De la défense des baleines aux attaques antijuives, comment la relation est-elle possible ?

### **Du fondamentalisme pessimiste.**

Ludwig Klages fait des études en chimie et en physique au sein des universités allemandes (Leipzig, Munich). Dans la capitale bavaroise, il fréquente des cercles intellectuels, notamment le Cercle cosmique. La Première Guerre mondiale le pousse à s'exiler en Suisse en 1915, où il finit ses jours.

Klages est un auteur prolifique et protéiforme. Il touche à plusieurs domaines : la philosophie, la psychologie (il propose une réflexion psychanalytique) et la graphologie scientifique (il contribue à l'invention de la première méthode d'étude du caractère de la personne à travers son écriture).

Outre les références qui concernent systématiquement des auteurs conservateurs (Eichendorf, Burckhardt, Bachofen, Mommsen, Bismarck...), ce qui frappe à la lecture de *Mensch und Erde*, c'est le profond fondamentalisme pessimiste qui s'en dégage.

Ses violentes attaques contre le progrès, la technologie et la modernité ne débouchent sur rien d'autre qu'un désir nostalgique de retourner à une civilisation prémoderne, à l'image des peuples « primitifs » (Klages met les guillemets).

Il ne s'agit pas pour lui de critiquer les excès ou les dérives de la modernité, mais son fondement philosophique même.

À « l'esprit » (Geist) qui corrompt tout par sa théorisation et son abstraction, Klages oppose et prône « l'âme » (Seele, Soul). Il y articule un vitalisme radical – pour lequel il trouve Bergson et Dilthey trop timorés. Ce qu'il récuse également dans l'esprit, c'est qu'il débouche sur la volonté, alors qu'il faut au contraire, selon lui, s'en remettre aux pulsions naturelles profondes des hommes.

Son appel à la vie et aux forces dionysiaques n'a pas grand-chose à voir avec la spontanéité telle qu'elle est revendiquée par Bakounine et les anarchistes. Car ce qui frappe également dans le texte, c'est l'absence totale de liberté. Du mot comme de la situation. Tout semble implacable et fatal. Nulle référence à l'aspiration libertaire des hommes et des femmes.

En voulant combattre le christianisme, responsable selon lui de l'importance donnée à l'esprit, Klages adopte paradoxalement la posture de cette religion. Comme on peut le voir dans *Mensch und Erde* et dans d'autres textes, sa nostalgie est systématiquement fondée sur le mythe de la Chute, du Paradis perdu, la perte d'une nature sauvage et intacte. Cela lui permet de renforcer sa culpabilisation de l'homme en général et son constat de la décadence irrémédiable de la société moderne. La décadence est d'ailleurs à cette époque un thème commun chez les intellectuels conservateurs, comme cet autre auteur allemand également courtisé par les nazis, Oswald Spengler (1880-1936).

### **. à l'approche raciale**

Le retour au primitif et au paganisme débouche chez Klages sur une utilisation de la notion de races qui, selon lui, permet d'expliquer la primitivité, la pureté ou la décadence des peuples. Il s'appuie ainsi sur les principaux théoriciens raciaux comme Arthur de Gobineau (1816-1882), théoricien de l'inégalité des races, Ludwig Woltmann (1871-1907), auteur d'une classification raciale qui sera reprise par les nazis, et Ludwig Ferdinand Clauss (1892-1974), auteur de *L'Âme des races* (1926, 1937). Il estime que c'est la « race » des « Pélagiens » (ou Minoens), « d'origine aryenne », qui incarne le mieux le culte de l'âme et de la déesse Mère (Magna Mater), avant que celui-ci ne soit perverti par la philosophie socratique puis judéo-chrétienne.

C'est en fait sous cet angle raciale qu'il faut considérer les propos de Klages en faveur des Indiens d'Amérique ou des autres tribus, et contre leur anéantissement. Ce n'est pas un sentiment humaniste qui l'anime, ni même une critique de la conquête de l'Ouest ou du processus colonial (dont il ne parle pas). Il regrette plutôt la perte d'un caractère primitif, idéalisé. Cette idéalisation l'empêche d'ailleurs de voir tout ce qu'il peut y avoir d'oppressif ou de détestable dans les tribus dites primitives (les hiérarchies, les sacrifices humains, la guerre...).

En découle logiquement son hostilité contre le judaïsme. Instruit notamment par Theodor Lessing (1872-1933), son ami d'enfance, qui a théorisé « la haine de soi juive », Klages stigmatise le judaïsme pour deux raisons : son monothéisme, dont l'esprit s'oppose au paganisme et conduit au christianisme ; et le caractère instable, non enraciné, des juifs, « le peuple errant ».

L'anti judaïsme est a priori peu visible dans *Mensch und Erde* si l'on n'y prend pas garde. En fait, il apparaît subrepticement – et de façon très significative – au moment où Klages aborde sa critique du capitalisme qu'il introduit par une attaque contre le « mammonisme ». Ce terme, en apparence bien anodin, se réfère à Mammon, un dieu

babylonien dont le culte n'a en fait pas existé mais qui est cité par le Nouveau Testament. Forgé par le philosophe moraliste Thomas Carlyle (1705-1881), il est repris par Richard Wagner (1813-1883) dans ses écrits antisémites : « Le mammonisme provient d'une déficience morale et d'un manque d'amour, ces deux lacunes étant archétypiquement juives »<sup>4</sup>.

Le mammonisme, qui renvoie au « culte du Veau d'or », est une métonymie de la cupidité attribuée aux juifs. L'expression est reprise par Adolf Hitler, à partir de 1922 au moins. Elle circule de nos jours comme un code dans les milieux antisémites. Même en 1913, son utilisation par Ludwig Klages n'est pas neutre. Ce qui est particulièrement habile, et pernicieux de sa part, c'est qu'il place sa virulente critique du capitalisme sous le sceau de l'antijudaïsme...

### Critique du pouvoir comme volonté

Dans *Mensch und Erde*, Klages se livre à une critique farouche du pouvoir et de la puissance. Mais qu'on ne s'y trompe pas. Il ne s'agit pas d'une dénonciation de l'oppression, de la domination ou de l'exploitation de l'homme par l'homme. C'est parce que le pouvoir correspond à la volonté (la « puissance » ou à la « capacité » selon le vocabulaire proudhonien), voire à la raison, que Klages s'y oppose.

Critiquant l'idée d'une « subjectivité de l'ego », il récuse ainsi nommément *La volonté de puissance* chez Nietzsche, *La volonté de vivre* chez Schopenhauer et *L'unique et sa propriété* chez Stirner. Il méprise l'humanisme en tant qu'apothéose de l'individu comme abstraction conceptuelle. Car, pour lui, le moi n'est pas un homme, mais simplement un masque. Il n'y a pas d'objectifs dans les désirs psychiques, il n'y a que l'accomplissement de buts prédéterminés.

Sur le même registre, le capitalisme n'est pas attaqué par Klages pour son organisation économique ou sa hiérarchie sociale, mais à cause de sa dimension technologique, machinique et favorable au progrès. C'est exactement sur cette base que s'élabore ensuite chez les « non-conformistes », de droite mais parfois de gauche, un anti capitalisme fondé sur une dénonciation du « productivisme », recherchant une « troisième voie » entre le socialisme et le capitalisme qui débouche bien souvent sur le fascisme en Allemagne, en Italie ou en France. Ne l'oublions pas : la critique du capitalisme en elle-même ne suffit pas, c'est la conception de son alternative qui est essentielle<sup>5</sup>.

La plupart des membres du Wandervögel rejoindront le nazisme, à l'instar d'un théoricien du naturisme comme Hans Surén (1885-1972)<sup>6</sup>.

Le danseur Rudolf von Laban (1879-1958), l'un des principaux animateurs de la communauté de Monte Verità qui s'arrête en

1920, devient le danseur officiel du III<sup>e</sup> Reich<sup>7</sup>. En 1956, Ludwig Klages meurt isolé, sans renier son antisémitisme. En 1980, les Verts (*die Grünen*) redécouvrent son texte *Mensch und Erde* et popularisent sa publication.

Ph. P.

1. Texte traduit en anglais par John Claverley Cartney, in *The biocentric metaphysics of Ludwig Klages* : [revilo-oliver.com/Writers/Klages/Ludwig\\_Klages.html](http://revilo-oliver.com/Writers/Klages/Ludwig_Klages.html)

2. Staudenmaier Peter (1995) : *Fascist ideology : the 'Green Wing' of the nazi party and its historical antecedents*. *Ecofascism – Lessons from the German Experience*, Edinburgh & San Francisco, 78 p., p. 5-30.

3. Erich Mühsam a participé à la République des conseils de Bavière (1918-2019). Après avoir été torturé, il est assassiné par les nazis dans un camp de concentration. Il a écrit une réflexion amusée et souvent critique sur Monte Verità où il a vécu de 1904 à 1908 : *Ascona, Quimperlé, La Digitale*, 2002, présentation par Roland Lewin, 100 p.

4. « The noble antisemitism of Richard Wagner », *The Historical Journal*, 1982, 25-3, p. 751-763.

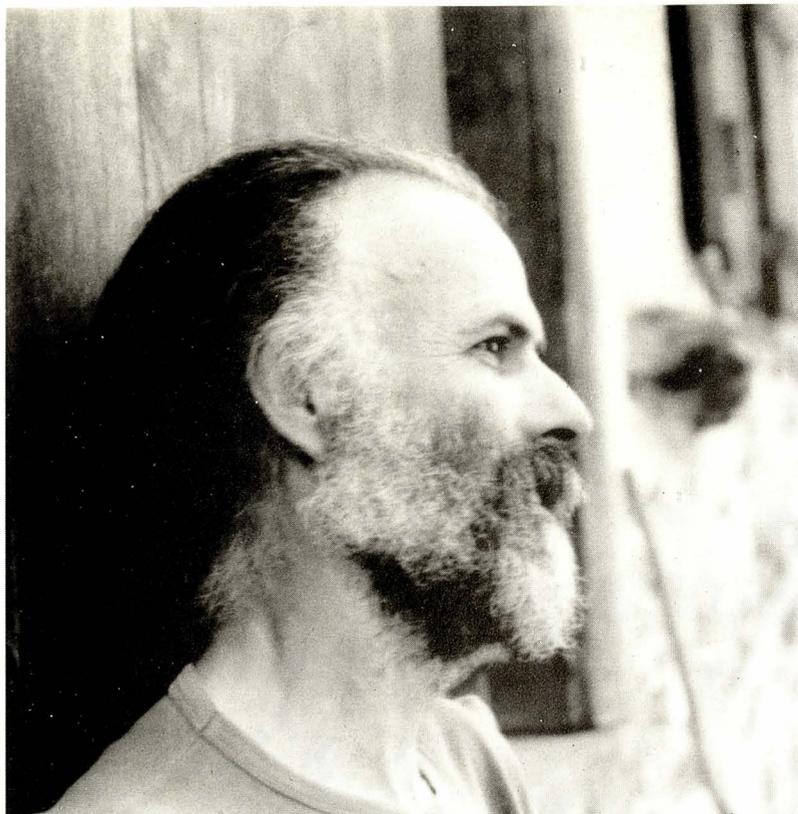
5. On peut remonter aux diatribes anticapitalistes des premiers fascistes ou se contenter des discours actuellement à la mode sur la dénonciation du « capitalisme financier » (et la nécessité de sa moralisation).

6. Malgré le socialiste Adolf Koch (1896-1970), qui défend une émancipation sociale à travers l'émancipation individuelle et le nudisme, on compte beaucoup plus de naturistes en Allemagne qui rejoindront le nazisme, par le biais de la mystique des corps, la pureté et la fusion avec la nature. Hans Surén sera réintégré dans l'association allemande des naturistes après la guerre, et même salué comme le père spirituel du mouvement naturiste, alors qu'Adolf Koch, toujours socialiste, en sera exclu pour provocation et dérangement.

7. Dans un article intitulé « L'esprit d'Ascona, précurseur d'un écologisme spirituel et pacifiste » (*Écologie & Politique*, 2003-27), Paul Gimeno rend compte d'un ouvrage écrit par Martin Green sur Monte Verità. Il souligne que cet auteur « aura tenté de faire sympathiser son lecteur avec ce qu'il appelle 'l'esprit d'Ascona' sans pourtant faire de concessions sur ses convergences avec l'idéologie nazie ». Mais Paul Gimeno « oublie » purement et simplement de nous signaler la trajectoire nazie de Rudolf von Laban. Au contraire, il exalte l'héritage gandhien et tolstoïen d'Ascona...



# Souvenirs fugitifs



**IL EN EST DES LIVRES** comme des instruments de musique, certains résonnent en vous et d'autres pas. Ce livre auquel je n'aurais pas fait attention par ailleurs est arrivé comme par effraction entre mes mains. Le moins que je puisse dire est qu'il ne m'a pas laissé indifférent. Il tambourine en moi comme une grosse caisse. Cela aurait pu être un livre de souvenirs comme il en existe tant, avec un côté sentimental, voire pleurnichard. Un livre sur l'histoire du père de l'auteur, comme il y en a tant. Eh bien non ! S'il me fallait caractériser ce récit, je dirais que c'est un ricochet, ou plutôt une suite de ricochets sur la mémoire de Martine Storti, son auteur.

Comme ces pierres plates, belles, rondes que l'on envoie d'un geste fort, parallèlement à la surface d'une eau tranquille, et qui rebondissent d'un endroit à un autre sans que l'on sache où elles peuvent nous entraîner, ce livre ricoche d'une mémoire à une autre, d'un lieu à un autre, d'une personne à une autre, sans jamais nous avertir, par surprise. C'est un voyage passionnant autant dans le présent que dans notre histoire commune. Si Matteo, le père de l'auteur, est le héros de ces lignes, il en est aussi le prétexte. Le voyage commence par Sangatte, cet endroit glauque où l'espoir d'un ailleurs meilleur est présent dans la tête de ces immigrés venus de pays inconnus, livrés à la barbarie et à la misère. Il nous emmène à Shanghai, où Matteo a servi dans la marine italienne et a plus souvent qu'à son tour mis au lit un comte Ciano, futur gendre de Mussolini, soûlé comme une barrique. Ce sera aussi l'occasion d'évoquer un diplomate-poète, Saint-John Perse, qui y fera un séjour, le même qui accompagne Daladier lors des négociations de Munich en 1938. Un ricochet emmène le lecteur à Ceuta et à Melilla, sans souci de chrono-

logie après s'être posé dans l'histoire familiale de M. Storti. L'histoire de ce père, ouvrier, qui travaille dans l'atelier puis dans l'usine de son beau-frère est présent en arrière-plan, tenace, si ce n'est obsédant, dans tout le livre. D'autres rebonds nous emmènent à Mégève en janvier 1944, où Simone de Beauvoir regrette le manque de neige pour skier. Au début du livre Proust s'inquiétait quant à la possibilité de la parution de sa « Recherche » en pleine guerre pour contrebalancer les communiqués de l'état-major. Un autre rebond encore aborde la relation plus que douteuse entre Mitterrand et Bousquet. Colombes, où habite la famille Storti, est proche de Drancy d'où la poétesse russe juive Irène Nemirowski est partie vers la mort des camps. Alors que tout le monde à cette époque faisait semblant de ne pas savoir le sort réservé aux rafles du Vél d'Hiv, l'auteur nous rappelle que Léon Werth, caché dans les Vosges, savait, lui, ce qui les attendait. Matteo, pendant cette période lugubre, désastreuse, impitoyable, prenait son vélo et faisait des dizaines de kilomètres pour trouver du ravitaillement pour sa famille à la campagne, et particulièrement au village de Barville à proximité de Pithiviers et de Beaune-la-Rolande où se trouvaient des camps de triage gérés par les Français et d'où les convois de trains partaient vers les camps d'extermination.

Mais au fond ce qui préoccupe l'auteur est

Martine Storti,  
*L'arrivée de mon père en France*,  
Éditions Michel de Maule, Paris,  
220 pages, 20 euros.

cette phrase terrible que lui dit un jour sa tante : « Ton père est un con, il n'a pas su se débrouiller. » Là, en contrepoint, apparaît en pleine lumière un homme qui, s'il n'a jamais revendiqué, n'a jamais plié l'échine. Il n'a jamais voulu ressembler à son patron de beau-frère, parce qu'avant tout c'était un patron. Il est mort d'avoir ingéré de l'amiante, de ce matériau dont il apporta, fier, une plaque à sa fille pour qu'elle puisse poser dessus son réchaud à gaz dans sa chambre de bonne.

Le jour de l'arrivée de mon père à moi en France, il fuyait l'Allemagne nazie; il fut arrêté alors qu'il venait de franchir la frontière, entre deux postes, par une vieille baderne échappée de l'enfer de 14-18 qui voyait en lui un représentant de la cinquième colonne. Remis en liberté par les pandores locaux, il rejoignit Paris où il fut accueilli par des exilés russes. Partisan avec ma mère de l'Espagne révolutionnaire, ils étaient tous les deux à Orly pour accueillir Daladier, espérant malgré tout l'impossible. Puis ce fut un an plus tard le camp militaire pour lui, Gurs pour elle, l'évasion au moment de l'armistice, l'impossibilité de fuir aux États-Unis, la cache chez des Justes sur le plateau de Haute-Loire avec moi qui venais de naître. Sachant tout cela, *L'arrivée de mon père en France* éveille en moi des souvenirs plus apaisés que ceux de l'auteur.

L'arrivée de nos pères en France c'est aujourd'hui près de Calais, Lampedusa ou Ceuta, c'est là partout où des hommes et des femmes et parfois des enfants le ventre creux, et la tête pleine d'espoir, viennent chercher un peu de vie. *L'arrivée de mon père en France*, lecteurs et lectrices, est un livre insupportable et pourtant indispensable. Bonne lecture !

Pierre Sommermeyer

# Malatesta, le cygne noir de la révolution

**DE TEMPS EN TEMPS JE LIS UN LIVRE** qui n'est pas signé par un anarchiste (si, si, je vous assure...). Cette fois-ci c'était *Le Cygne noir* de Nicolas Taleb. L'ouvrage parle d'incertitude, de hasard, d'improbabilité, d'indétermination. Il explique que les spécialistes des sciences (économiques, politiques, sociales) ont tendance à sous-estimer l'importance des événements rares, porteurs d'un fort coefficient de perturbation, ce qu'il appelle les « cygnes noirs » par opposition aux cygnes blancs que l'on peut voir partout. Il conclut à la vacuité des prédictions scientifiques, dénonce les faux spécialistes de l'économie de marché et passe son temps à se moquer des modèles mathématiques de gestion du risque financier (fondés sur les courbes de Gauss). Il connaît d'autant mieux ces faux spécialistes que lui-même a travaillé comme trader dans les salles des marchés de produits dérivés (suivez mon regard du côté de la crise financière et économique actuelle...).

En sortant de cette lecture, j'ai pensé à Malatesta, le Bakounine italien. Car s'il y a un révolutionnaire qui a été de tous les coups, jeté dans le torrent des mouvements chaotiques de l'Histoire, ballotté par les vents de l'incertitude et du hasard, c'est bien Malatesta. Inquiété par la police dès l'âge de douze ans (ça ne vous rappelle rien...) pour avoir écrit une lettre de protestation à Victor-Emmanuel II, membre de la première Internationale, animateur de L'Union Syndicale Italienne et de l'Union communiste anarchiste italienne, plusieurs fois emprisonné, condamné à l'exil, en Argentine puis en Angleterre, contraint au régime de résidence surveillée pendant la période fasciste, Malatesta est une figure inoubliable du spontanéisme révolutionnaire. Il est de ces hommes qui contrairement à nos faux spécialistes actuels ne sous-estiment pas l'incertitude, le facteur d'indétermination que contient le réel mais, tout au contraire, tentent de le prendre en compte pour le rendre utile à la cause révolutionnaire. Il est aussi de ceux qui ne désespèrent jamais.

Fondateur de plusieurs journaux militants comme *L'Internazionale*, *L'Agitazione* et *L'Umanita Nuova*, Malatesta a toujours cru à la possibilité de voir se réaliser l'idéal anarchiste qu'il appelait de ses vœux. Jusqu'en 1926, il continuera, malgré la censure fasciste, à diriger *Pensiero e Volonta*, espérant que quelque insurrection générale pouvait encore avoir lieu. Peu avant sa mort en 1932, il verra les premières expropriations collectives dans la campagne espagnole. C'est que le système capitaliste est moins solide qu'il n'y paraît, ses failles, son instabilité sont grandes et cela d'autant plus que ce système ne peut produire de la richesse

qu'en créant de puissants déséquilibres, des écarts de revenus incommensurables entre les classes, des crises multiples et répétées. Pour que les riches soient plus riches il faut que les pauvres soient plus pauvres. Pour réaliser un profit maximal, les inégalités doivent être poussées à leur paroxysme. Impossible dans ces conditions d'imaginer la moindre réalisation de régime égalitaire, stable. Le gâchis maximal voilà ce qui caractérise le capitalisme et cela Malatesta le savait d'instinct, c'est pourquoi il lança tant de mouvements insurrectionnels, comme la Semaine rouge en 1914, pour y mettre un terme.

Le fait que ces mouvements n'aient pas abouti ne doit pas nous laisser penser que la philosophie révolutionnaire insurrectionnelle du « Garibaldi de l'anarchisme » est erronée, car il n'y a pas que le capitalisme qui soit créateur d'incertitude; l'aboutissement de toute action est lui-même incertain. Les hommes qui ont pris la Bastille, ceux qui ont participé aux journées de Juillet 1830, à la révolution de 1848, à la Commune de 1871, ceux qui se sont lancés à l'assaut du palais d'Hiver ou qui ont collectivisé les terres en Espagne, n'avaient pas de certitude quant à l'issue de leur action. Ils ont fait la même analyse que Malatesta: être capable de saisir dans l'instant l'occasion révolutionnaire et tenter de mettre le feu à la plaine à partir d'une petite étincelle. Parfois l'étincelle s'éteint vite, mais la mèche une fois posée peut toujours être rallumée et l'incendie repartir de plus belle, d'où l'intérêt de maintenir la flamme révolutionnaire sous la cendre et cela même dans les périodes de reflux.

Ici il nous faut prendre nos distances avec toute forme de pessimisme. L'incertitude appartient aux lois de la vie, elle est inscrite dans la trame des événements du monde. Elle vaut pour tous, pour les révolutionnaires comme pour les grands patrons, les firmes multinationales géantes, les organismes financiers internationaux, les États impérialistes, les maîtres de guerre (regardez l'échec patent de la deuxième guerre d'Irak). Il n'est pas de décideur contemporain au niveau mondial qui ne soit en danger de disparaître dans un collapsus social généralisé. De ce point de vue on ne peut que conseiller à nos élites mondialisées et à nos gouvernements fantoches de trouver au plus vite une solution à la crise économique qu'ils ont déclenchée. Il en va de leur survie même.

Aussi la leçon que Malatesta nous lègue est-elle simple: ne pas craindre l'incertitude, être avec les masses, tout tenter à leur côté et ne jamais désespérer.

Michael Paraire



# Fibre complice

Nicole Espagnol  
Alain Joubert

## L'Effet miroir



Traduit OPTIQUEMENT du tchèque,  
d'après un recueil de poèmes  
et de dessins surréalistes de

Roman Erben  
**Neilustrace**

**ALAIN JOUBERT NOUS A DONNÉ À LIRE**, avec *Une goutte d'éternité*<sup>1</sup>, l'un des plus beaux textes surréalistes jamais écrits. Dans la simplicité du récit, dans la douleur de l'adieu nécessaire à l'amour de sa vie, il a su faire luire les ténèbres. Quant à Nicole Espagnol, ce nom rappelle peut-être à certains ce que l'on pouvait croire être le prête-nom de Grandizo Munis, mais non, elle existait bel et bien la dame, la drôle de dame, toujours à flanc d'abîme dans l'exigence politique comme dans les soirées entre amis, comme dans le jeu.

Alain Joubert, Nicole Espagnol, en voilà deux dont la profonde exigence de liberté servait de gouvernail, dont l'esprit inquisiteur était la lampe de vigie. Implacables, ils savaient l'être, et l'ami Joubert n'a jamais baissé la garde, pour preuve *Le Mouvement des surréalistes ou le fin mot de l'histoire*<sup>2</sup>.

Dans cet ouvrage, s'il narre par le menu, comme s'il nous entraînait dans un film, les soubresauts de l'implosion du mouvement surréaliste, à Paris, en 1969, il nous entraîne aussi dans le sillage des jeux que les surréalistes pratiquent avec une constance et une détermination qui laissent parfois les rationalistes de toute espèce. Nous devons à Ab Irato la publication d'un de ces délicieux moments.

Pour bien faire, ils ne furent pas deux mais trois joueurs, trinité insoucieuse et insolente, un Tchécoslovaque (nous étions en 1977), Roman Erben, et deux Français. Voilà nos mécréants parisiens qui se mettent à parler en langues (je crois bien que c'est ainsi que disent ceux qui ont reçu l'Esprit saint), en traducteurs optiques, aidés par les dessins de l'auteur. Des textes de Roman Erben, écrits en tchèque, ils font la traduction. Les poèmes illustrés intitulés *Neilustrace*<sup>3</sup>, soit « non illustration », deviennent, par « effet miroir », enfan-

tines jouissances. Erben écrit ces poèmes à la fin des années 1960 et au début des années 1970, entre espoir et normalisation. Chez les surréalistes tchèques, le travail du négatif avait déjà jeté aux orties le lyrisme poétique, tant aimé du pouvoir dictatorial. Le dérisoire, le scabreux, le quotidien le plus trivial vitriolaient tout ce que nous aurions coutume de dire « poétique ». Humour noir, force de résistance à l'ignoble soumission d'un côté; de l'autre, quelques années plus tard, extraction de son acide corrosif dans une intense et aérienne jubilation.

Barrière de la langue, barrière de fer du rideau, allons donc, nos soucieux traducteurs se mirent à l'ouvrage...

Les enfants savent que toute force naît du jeu, qui est union, quelles que soient les langues parlées par leurs copains. Par la magie du geste, du trait, la marelle devient un cosmos où s'aimantent mains, pieds, regards et pierre. « Bonheur dans le crime », Hauteclaira comprendra, il en est ainsi de cette épée d'empoisonneuse, de cette plaquette hautement politique en ces temps sinistres. Merci à nos amis d'Ab Irato d'avoir su œuvrer en saboteurs de l'entendement et mettre à leur catalogue le jus délicieux de ces grenades.

Marie-Dominique Massoni

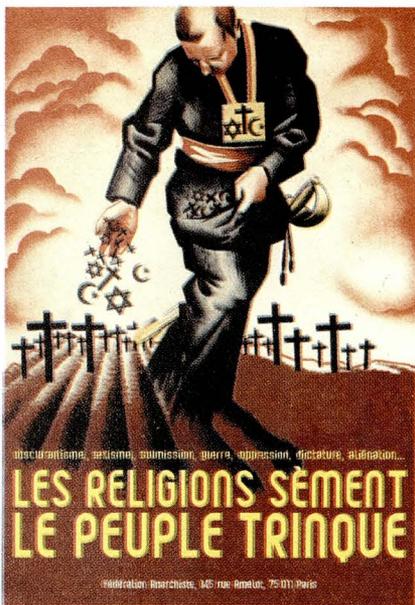
*Pénis-  
(volez spoutniks!)*

*Principe actif n'amasse pas mousse  
l'autre réalité est une substance rare  
qui joue et rit  
sans loupe mais au lit  
les laboratoires n'ont pas d'étoile  
cache-sexe des anges  
par a + b la pureté des uns  
noie l'innocence des autres  
les naissetiers de ma jeunesse  
avaient des feuilles rouges  
où la révolution va-t-elle se nicher!*

1. Alain Joubert, *Une goutte d'éternité*, éditions Maurice Nadeau, Paris, 2007.

2. Alain Joubert, *Le Mouvement des surréalistes ou le fin mot de l'histoire*. Éditions Maurice Nadeau, Paris, 2001.

3. Nicole Espagnol, Alain Joubert, *L'Effet miroir*, traduit optiquement du tchèque, d'après un recueil de poèmes et de dessins de Roman Erben, Neilustrace, Ab Irato, Paris, 2008, 8 euros. On peut en lire un poème (page 35) ci-contre.



Affiche disponible à la librairie du Monde libertaire.

## Abonnez-vous !

On peut maintenant, outre le courrier, s'abonner « en ligne », avec paiement sécurisé et tout et tout :

[www.librairie-publico.com](http://www.librairie-publico.com)

Vous en profiterez pour commander, du même coup, les nouveautés de la librairie du Monde libertaire, et télécharger les récents catalogues au format .pdf

Pour trouver facilement les points de vente près de chez vous, le site

[www.trouverlapresse.com](http://www.trouverlapresse.com)

un outil de notre diffuseur, les NMPP, est à votre disposition. Si vous ne disposez pas d'un accès Internet, n'hésitez pas à nous téléphoner : 01 48 05 34 08, entre 14 heures et 19 h 30. Achetez Le Monde libertaire le plus souvent possible, et dans le même lieu, et n'hésitez pas à insister pour qu'il soit bien visible.



# Saint-Imier

## Toujours debout !

**VOUS CONNAISSEZ ESPACE NOIR.** Depuis 1986, la coopérative libertaire autogérée propose une vaste animation culturelle et politique dans la région de Saint-Imier, qui la fait connaître bien au-delà de la région. Puisant ses racines dans l'histoire du mouvement ouvrier et de l'anarchisme (la région est le berceau de la Fédération jurassienne et de l'Internationale anti-autoritaire), Espace Noir se veut un des « bastions » du mouvement anarchiste contemporain, ici et maintenant. Espace Noir expérimente et vit l'autogestion dans son fonctionnement quotidien. Espace Noir sert d'infrastructure aux divers mouvements libertaires de la région et au-delà ; il participe aux luttes locales, régionales, nationales et Internationales.

Espace Noir est en danger ! Confronté à des difficultés financières importante. Les créances s'accumulent avec les menaces qui en découlent. Après des années d'activité, une grande partie de l'infrastructure technique et informatique est obsolète, inutilisable dans un avenir proche. Malheureusement sans matériel adéquat, il n'y a plus de culture, et il devient difficile de poursuivre nos actions. Pour ne pas en finir et nous permettre de continuer de défendre une culture alternative, une culture de réflexion, de proposition – une culture de lutte ! Nous avons besoin de votre soutien politique et financier, matériel ou autre (diffusion de l'information, organisation de soirées de soutien, liens, échanges...).

Le financement de notre budget dépend essentiellement de l'apport bénévole malgré les 300 cotisants à l'Association Culture à Espace Noir et les dons qui apportent environ 15 000 francs par année.

La limitation des subventions publiques est un choix qui assure notre autonomie mais la contrepartie est évidente.

Espace Noir, lieu social, essaye de promouvoir une culture différente, et revendique une culture accessible à tous, où chacun peut s'y impliquer, s'investir, participer, se former grâce aux outils mis à disposition. Espace Noir est un centre de solidarité, un outil pour les luttes politique et social

Par la mise à disposition des locaux de réunion et de matériel divers, et par son implication en tant que tel (Espace Noir appelle à des manifs, prend position régulièrement dans l'actualité sociale et politique...)

Une des caractéristiques d'Espace Noir est bien sûr son engagement sociopolitique affirmé. Cet engagement se retrouve dans le mode de fonctionnement (l'autogestion) dans ses choix culturels mais aussi dans l'action

sociale et politique. La solidarité individuelle ou les luttes collectives font également partie de ses priorités.

Espace Noir pratique aussi la solidarité au quotidien en soutenant les personnes qui en font la demande dans leurs démarches administratives. C'est une centaine d'événements par année, 24 concerts dans tous les styles, 4 jam sessions, 50 films, 4 pièces de théâtre, 4 expositions, 8 débats et conférences, 4 événements thématiques et 3 actions sociales durant la saison 2007 – 2008.

Une Taverne, ouverte de 8h15-0h30 six jours sur sept. C'est le centre névralgique de la coopérative, elle fait office de place du village. Elle en est aussi le poumon financier. C'est une librairie. Elle dispose d'un choix d'ouvrages traitant de l'histoire ouvrière de la région, des classiques de la littérature et des ouvrages de sciences sociales et politiques. Tout autant un théâtre et une salle de concerts., avec une vaste programmation. Et aussi, une galerie et un cinéma avec ses 35 places, le plus petit cinéma de Suisse et le dernier de toute une région. Et enfin, un info-kiosque qui propose la presse alternative, des brochures et des dossiers, ainsi que des projections sur des thèmes engagés.

On tient à Espace Noir ! Espace Noir tiendra ! Merci d'avance pour toutes vos initiatives, salutations fraternelles.

Michel Némitz et May Dubuis

Coopérative culturelle autogérée d'inspiration libertaire, rue Francillon 29, 2610 Saint-Imier, Suisse. [espacenoir.ch](http://espacenoir.ch) — [info@espacenoir.ch](mailto:info@espacenoir.ch)

# 1984

## à Ivry-sur-Seine

Nos camarades du groupe d'Ivry de la FA ont initié une soirée autour de la vidéo-surveillance en placardant des yeux dans tous les endroits stratégiques de la ville plusieurs semaines en amont de l'événement. Le processus a attiré beaucoup de monde (presque trop) dans un squat de la ville et a donné lieu à des échanges fructueux. Une initiative qui a remporté un vif succès et nous encourage à d'autres...

# Radio libertaire

## Jeudi 18 décembre

**Jus de rue** (08h30) La parole aux gens de la rue, par Philippe & Casquette.

**Chronique hebdo** (10 heures) Commentaire de l'actualité en direct chaque semaine.

**De rimes et de notes** (12 heures) Actualité de la chanson et du spectacle.

**Bibliomanie** (15 heures) Autour des livres

**Petites annonces d'entraide** (16h30) Les annonces de la semaine par Elisabeth.

**Si vis pacem** (18 heures) *Germes de paix*, Philippe Wanesson, objecteur, fêtant la suspension du service national.

**Folk à lier** (12 heures) Musiques traditionnelles.

**Cris et murmures** (14 heures) Slam à la rencontre des poètes libres des pavés.

**Des mots, une voix** (15h30) Des mots, des auteurs

**Le Mélange** (17 heures) L'émission de toutes les musiques.

**Il y a de la fumée dans le poste** (18h30) Légalisons le cannabis!

**Détruire l'ennui** (20h30) Autour du mouvement punk.

**Rudies back in town** (22 heures) Approche sociopolitique du mouvement skinhead international.

## Mardi 23 décembre

**Idéaux et débats** (18 heures) Crime et hystérie.

Marie Didier, pour *Morte-saison sur la ficelle* (Gallimard); Patricia Parry, pour *Cinq leçons*

## Samedi 20 décembre

**Réveil Hip Hop** (08 heures) Culture Rap

**La Philanthropie de l'ouvrier charpentier** (10 heures)

**Chronique syndicale** (11 h30) Luites et actualités sociales Par Christophe et Marie-Christine.

**Chroniques rebelles** (13h30) *Violence du dehors*, la liberté dans le reflet de soi, de et avec Niko Remour (éditions Arobas).

**Deux sous de scène** (15h30) Magazine de la chanson vivante.

**Bulles de rêve** (17 heures) Cinéma d'animation

**Les passagers de la nuit** (19 heures) Septième Art.

**Orpheus antissa, les jardins d'Orphée** (21 heures) Musique classique et contemporaine.

**Nuits off** (23 heures) Rock et chroniques.

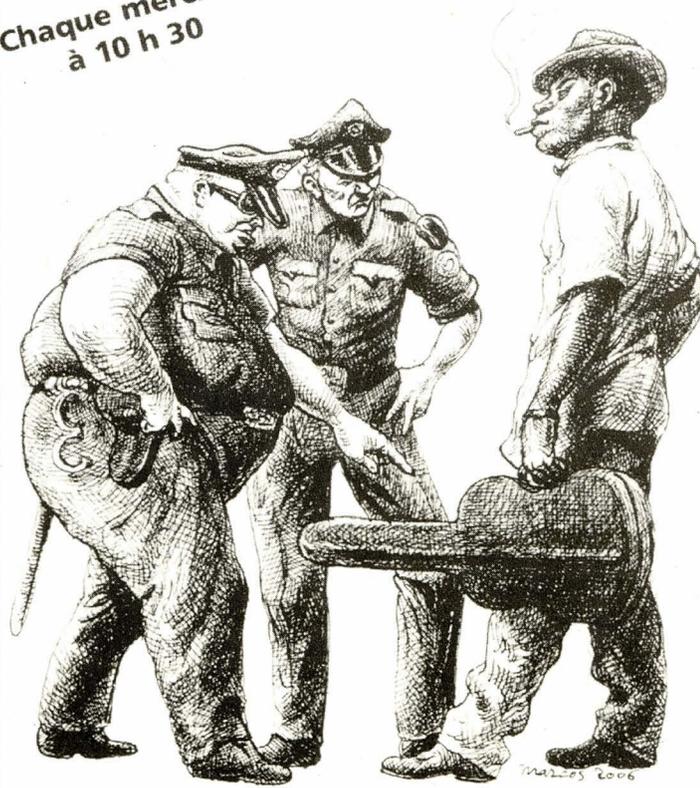
## Dimanche 21 décembre

**Goloss trouada, la voix du travail** (08 heures) Émission franco-russe

**Ni maître, ni dieu** (10 heures) Pensée libre

## Blues en Liberté

Chaque mercredi  
à 10 h 30



Radio libertaire 89,4 MHz  
[rl.federation-anarchiste.org](http://rl.federation-anarchiste.org)

89.4 MHz en région parisienne  
[rl.federation-anarchiste.org](http://rl.federation-anarchiste.org)

## Jeudi 18 décembre

### Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionysivité, Université populaire de Saint-Denis. Le communautarisme, un nouveau système de régulation politique avec Julien Landfried, directeur de l'Observatoire du communautarisme. Entrée libre. Bourse du Travail de Saint-Denis, Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D.

## Samedi 20 décembre

### Strasbourg (67)

En soutien à l'achat de la librairie *L'Autodidacte* du groupe Proudhon de la Fédération anarchiste de Besançon, la compagnie « Brûleurs de vie » propose son spectacle itinérant *Le souffle de l'errance*. Théâtre, chant et vidéo. Au Café associatif Les Épinettes à Strasbourg, 39, rue Benfeld, Strasbourg-Neudorf. [bruleursdevies@yahoo.fr](mailto:bruleursdevies@yahoo.fr) tel: 0677889453 [myspace.com/bruleursdevies](http://myspace.com/bruleursdevies)

### Rouen (76)

15 heures. Conférence-débat avec Nicole Maillard-Déchenans, autour de son livre *Pour en finir avec la psychiatrie*, paru en mai 2008 aux Éditions libertaires. Librairie l'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

### Paris XVIII<sup>e</sup>

15h30. Anne Steiner présente son livre *Les En-dehors : anarchistes illégalistes et individualistes à la Belle Époque* (éd. L'Échappée - 2008), qui relate le parcours de Rirette Maîtrejean. À la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette, métro Blanche ou Abbesses. 01 42 23 32 18. [bibliotheque-larue.over-blog.com](http://bibliotheque-larue.over-blog.com)

### Paris XIX<sup>e</sup>

18 heures. Grand gala de soutien au mensuel *CQFD*. Rencontre, tables de presse, bouffe, musique... À la CIP-IDF, 14-16, Quai de la Charente (métro Corentin-Cariou). Prix libre.

## Dimanche 21 décembre

### Paris, XI<sup>e</sup>

Soirée de solidarité avec *L'Envolée*, journal et collectif anticarcéral. Débat, infos et musique avec Singe des Rues (hip-hop), Jabul Gorba (balkano ska punk), Pizza (a-variété), Crippled Old Farts (hardcore). À 17h00 au CICP, 21 ter, rue Voltaire (métro Nation). Paf: 5 euros.

## Samedi 3 janvier

### Le Mans (72)

16 heures. Café libertaire. « L'autorité instituée est-elle nécessaire? » Épicerie du Pré, 31, rue du Pré.

## Mardi 6 janvier

La Dionysivité, Université populaire de Saint-Denis. Conférence-débat sur la décroissance en présence de Jean-Pierre Terrais, auteur de *Du développement à la décroissance*, éditions du Monde libertaire-Les Éditions libertaires. Entrée libre. Bourse du Travail de Saint-Denis, 9 et 11, rue Génin, Métro ligne 13, Porte de Paris, ou RER D.

## Samedi 10 janvier

### Marseille (13)

17 heures. Conférence-débat autour du livre : *Le réseau d'évasion du groupe Ponzan* d'Antonio Téllez Sola publié au Coquelicot. Causerie animée par Juanito Marcos et Yves. Au Cira, 3, rue Saint-Dominique.

### Ivry (94)

20h30. Marc Havet en solo. Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès, métro Pierre-Curie ou Porte-d'Ivry, tramway Porte-d'Ivry. 01 46 72 64 68

## Jeudi 15 janvier

### Saint-Marcellin (38)

20 heures. Le collectif associatif dont fait partie le groupe La rue rôle de la Fédération anarchiste vous invite à un cinéma-débat autour du film *Nos enfants nous accuseront* au cinéma les Méliès, boulevard Riondel. Entrée:

6,50 euros. Contact: [laruerale@no-log.org](mailto:laruerale@no-log.org)

## Vendredi 16 janvier

### Ivry (94)

20h30. *Le bonheur est dans le pré* par Francesca Solleville et Jehan, accompagnés au piano par Nathalie Fortin, rendent hommage à Allain Leprest. Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès, métro Pierre-Curie ou Porte-d'Ivry, tramway Porte-d'Ivry. 01 46 72 64 68

## Samedi 17 janvier

### Ivry (94)

20h30. Vincent Absil; folk, en français et en VO. Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès, métro Pierre Curie ou Porte-d'Ivry, tramway Porte-d'Ivry. 01 46 72 64 68

## Vendredi 23 janvier

### Ivry (94)

20h30. Jean-Michel Piton, accompagné par Paul-André Maby. Vendredi et samedi soir. Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès, métro Pierre-Curie ou Porte-d'Ivry, tramway Porte-d'Ivry. 01 46 72 64 68

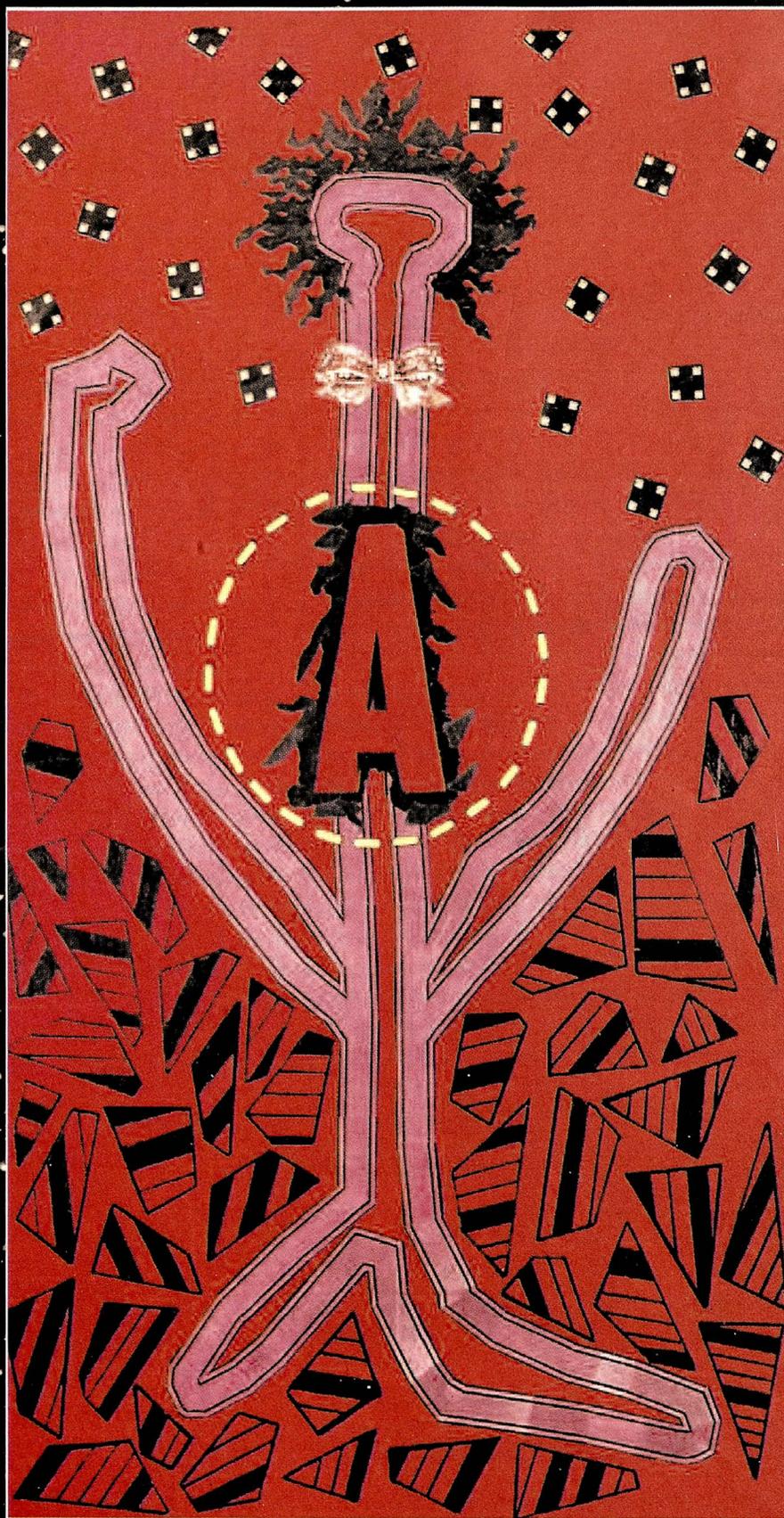
## Vendredi 30 janvier

### Ivry (94)

20h30. *Le discours du traîneux* par Gérard Pierron, Bernard Meulien, Hélène Maurice, accompagnés par Marie Mazille (violin, clarinettes) et Félix Belleau (accordéon), cheminent sur les traces de Gaston Couté. Vendredi et samedi soir. Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès, métro Pierre-Curie ou Porte-d'Ivry, tramway Porte-d'Ivry. 01 46 72 64 68

Ma chandelle est vive,

André Bernard



je n'ai pas de dieu

*Papiers collés et petits textes*

ATELIER  
de CREATION  
LIBERTAIRE

Fidèle compagnon libertaire et longtemps pilier de ce journal, l'auteur a commis un petit bijou d'ouvrage. Il sera disponible à la librairie du *Monde libertaire* à la mi-décembre.